SILENCE

ECOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N°124
DECEMBRE 1989

12 F

LE SOULEVEMENT PALESTINIEN



ALTERNATIVES

USA : ETUDE OFFICIELLE DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

En septembre 1989, le Bureau National de la Recherche Agricole des Etats-Unis a mis en place un plan d'études de quatre ans, d'un montant de 30 millions de francs, visant à développer un système de production compatible avec le respect de l'environnement. Ces études porteront non-seulement sur le développement de l'agriculture biologique mais également sur les techniques non-polluantes et moins productrices de déchets. Enfin, ceci devra aller dans le sens d'une lutte contre l'érosion des sols et le maintien de la fertilité. En effet, selon l'organisme, ce sont 3 milliards de tonnes de sols qui disparaissent chaque année, victimes de l'érosion.

HOLLANDE : COLLECTE SELECTIVE OBLIGATOIRE

Le gouvernement hollandais vient d'adopter une loi rendant la collecte sélective des ordures obligatoire à partir de 1992.

DANEMARK : IMPOTS SUR LES DECHETS

Le gouvernement danois vient d'adopter une loi de finance instituant une taxe de 120 F par tonne de déchets à incinérer... outre les coûts dus à l'incinération obligatoire.

ITALIE : REFERENDUM SUR LES PESTICIDES

Après le succès du référendum pour l'arrêt du nucléaire, une campagne est menée actuellement pour la tenue d'un référendum sur l'interdiction des pesticides dans l'agriculture.

EUROPE ESPERANTISTE

Avec 9 langues officielles, l'Europe est un échec. Les espérantistes lancent une campagne européenne pour l'enseignement de l'esperanto dans les écoles à travers une campagne d'autocollants à mettre sur votre véhicule. Renseignements : Espeurop, Van Elewijck 25 - B- 1810 Wemmel, Belgique, tel : 02 460 49 84.

CHARENTES : GROUPE D'ESPERANTO

Malgré les résultats spectaculaires obtenus dans les établissements scolaires qui ont pu expérimenter l'enseignement de l'esperanto, les projets actuels préfèrent développer l'enseignement d'autres langues étrangères. Pour favoriser l'espéranto, il existe un groupe d'action en Charente : Groupe d'Action pour l'Esperanto, 123 rue de Royan, 16710 Saint Yrieix, tel : 45 95 41 82.

LE PUY : SALON DES PLANTES MEDECINALES

La deuxième foire des plantes médicinales se tiendra au Puy-en-Velay les 24-25-26 novembre. Programme et renseignements :
SIMPLES, Odile Dubigeon, Bel Air, 42660 Jonzieux, tel : 77 39 97 17.

RENCONTRES DES RESEAUX ESPERANCE

Elles se tiendront ce trimestre à Miribel, dans l'Ain, près de Lyon, les 16 et 17 décembre. Elles serviront à favoriser les rencontres conviviales de ceux qui cherchent, souvent dans un certain isolement, à harmoniser leurs convictions intimes avec leur rôle dans la société. A cette occasion, il sera procédé à la dernière touche d'une brochure "pour de nouveaux comportements de citoyens" née de l'équipe qui a animé l'atelier "vécu personnel face à l'économie marchande" au dernier contre-sommet TOES. Participation au week-end (sans la nourriture) : 40 F. Renseignements : Philippe Chardavoine, Danie Gabet, 16 rue Joséphin Soulary, 69004 Lyon, tel : 78 30 41 26.

RHONE : REUSSIR SON JARDIN BIOLOGIQUE

Le dimanche 21 janvier 90 de 14 h à 19 h, l'association "Comprendre" organise une demi-journée de réflexion sur le thème : "Comment réussir son jardin biologique" avec un exposé sur la valorisation des déchets, la gestion de son temps, la notion de rentabilité, l'autonomie et l'écologie, des échanges d'expériences, et un travail de groupe. Lieu : Craponne (près de Lyon). Participation aux frais : 50 F. Inscription avant le 7 janvier. Renseignements : tel : 78 44 82 73.

AIX-EN-PROVENCE : VALORISATION DES DECHETS MENAGERS

L'Union Fédérale des Consommateurs d'Aix-en-Provence, organise un colloque, les 19 et 20 janvier 1990, sur le thème de la valorisation des déchets ménagers pour présenter les initiatives novatrices, étudier les évolutions futures et préciser les conditions d'une concertation efficace entre les différents acteurs et le public, enfin, promouvoir une meilleure gestion des déchets ménagers dans la région, notamment par le développement des collectes sélectives. Renseignements et inscriptions : UFC Aix, BP 217 13607 Aix-en-Provence Cédex. Tel : 42 20 23 42.

BRETAGNE : AU PAYS DES ARBRES

L'association "Au pays des arbres" a pour but de protéger, entretenir et recréer un espace naturel des Monts du Mené en Bretagne, dans la but d'en faire un lieu de découverte et d'apprentissage de la Nature par les arbres. Elle propose à des classes vertes de parrainer un arbre et de suivre sa croissance. Elle entend ainsi poser un acte de responsabilisation dans le temps. Ce site, dévasté par l'ouragan du 15 octobre 1987, deviendra aussi un lieu ouvert aux professionnels des métiers de l'arbre pour les associer à l'organisation de stages de découverte et d'apprentissage. Ce "poumon vert" offre un lieu naturel préservé pour ceux qui veulent se ressourcer. Les espèces d'arbres seront variées et la gestion forestière scientifique pour favoriser l'aspect pédagogique. Des maisons offriront des expositions, des diaporamas, des films, des vidéos et des livres aux visiteurs. L'association entend ainsi participer à la prise de conscience mondiale face à la déforestation intensive et menaçante. Pour en savoir plus, pour participer financièrement en devenant le parrain d'un arbre : "La Corbinière des Landes", 22230 Merdignac.

AISNE : GROUPE ECOLOGISTE

Une association écologiste vient de se créer à Chauny. Contact : Bernard Gérin, 58 rue de la République, 02300 Chauny, tel : 23 39 49 18.

INDRE-ET-LOIRE : CONCOURS DE POESIE

"Art et Poésie de Touraine" organise un prix "Renaissance" doté de 5000 F qui couronnera un manuscrit de 10 poèmes réunis sous un titre. Renseignements : Jacqueline Delpy, 65 allée de la Chesnaie, 37320 Esvres.

EN JANVIER DANS SILENCE

Paix : les jouets guerriers
Nucléaire : l'ACRO et l'usine de La Hague
Solaire : les nouvelles cuisinières
International : la situation au Liban
Environnement : l'effet de Serre (1ère partie)

Et toutes les informations condensées sur l'écologie, les alternatives, la non-violence.

ANCIENS NUMEROS

86 **Scénarios énergétiques**, petits boulots, Cohn-Bendit, Coca en Bolivie, Prisons, Désarmement, Taxes et bio, Champ pour Tiers-Monde 10 F
87 **Pollution du Rhin**, garage associatif, éoliennes, Technologies et emplois, Expulsions .... 10 F
89 **Eurodisneyland**, resto "Le temps des cerises", CRII-Rad, le CEA, conflit du rail, Carte de Séjour, risques biotechnologies(2), Robin des Bois, Pour que vive la forêt, Paris-Dakar .... 10 F
90 **Les restos du Cœur**, maison de photopiles, blocage d'un rallye, Malville, projet alternatif global, Verts Européens, Insecticide(1) .... 10 F
93 **La bagnolisation**, maison bioclimatique, France des Caddies, voitures solaires, irradiation des aliments, Espéranto (2), Tiers-monde et consommation, Insecticide(3) .... 10 F
96 **Dépérissement forestier**, AVEC, Repas alternatifs, réseau Espérance(1), fuite à Malville, déchets, réseau antinucléaire, Antoine Waechter, séchage solaire, désobéissance civile .... 10 F
98 **Malville : la fin**, Immeuble collectif solaire, la fin de l'AFME, EDF new-look, fuite à La Hague, Menus Alternatifs (3), Créer sa monnaie, Manœuvres en RFA, Paris-Dakar, etc... .... 10 F
99 **Krach boursier**, Centre de Paix en RFA, Santé et habitat, PCB, nuage à Nantes, bras de fer à Malville, Framatome, expulsions, plan de paix en Amérique Centrale, ventes d'armes à l'Iran .... 12 F
100 **Accord de désarmement**, RMI, ozone(2), Hienghène, Lait maternel, antiracisme, candidat colonies, arrêt de Malville, prisons, financement des partis, droit des alliénés, centre de paix à Lyon 12 F
101 **Chasse aux kanak**, ozone(3), Stress, RMI (2), Palestine, nucléaire et tiers-monde, Juquin .. 12 F
102 **La dette du tiers-monde**, marées noires, éducation au Nicaragua, pillage de la Namibie, Insecticide (4), Bayoud, sophrologie .... 12 F
105 **Revenu social**, Thélème, Kanaky, Ozone (4), Agir Ici, ACRO, Mai 68 .... 12 F
108 **Population danger (1)**, escargot bio, écologie en URSS, Toxicomanie involontaire, infirmières, décroissance, Ibrahim Souss, pollution de l'espace . 12 F
109 **Chauffage électrique**, ozone (5), écologie en Hongrie, référendum kanaky, nucléaire et opinion publique, Malville, population danger (2), objection à l'armement .... 12 F
110 **Sport et politique**, tour de sol 88, Environnement et europe, écologie au Brésil, Amnesty, Chère voiture, pédagogie non-violente .... 12 F
111 **Désarmement chimique**, Chimie et écologie, Malville, champignons radioactifs bio-gaz, après Protex, militante pour la paix, Paris-Dakar... 12 F
114 **Notre avenir à tous**, Max siméoni, Malville, Verts brésiliens, usine de DPCB, Déchets toxiques, SIDA, Avenir nucléaire, nationalismes en URSS, travailleuses familiales (1) .... 12 F
115 **Barrages**, Nogent, Malville, Cun du Larzac Afrique du Sud, travailleuses familiales (2) ... 12 F
116 **Verts européens**, barrages (2), limites du nucléaire, Cun du Larzac (3), nouvelles médecines, Malville, Tchernobyl - an 3 .... 12 F
120/121 ... **Gaïa**, Autre sommet, CRII-Rad, Nogent/Seine Malville, Tjibaou, Nobels alternatifs, chasse et non-chasseurs, objection, désarmement, femmes et désarmement, PCB, militants-prohètes ... 18 F
122 **Golfech**, Sara Parkin (1), Politique de l'énergie, Sécheresse et barrages, écologie en URSS, économie et environnement, mosquées, le temps des bétonneurs (1) .... 12 F
123 **Le droit des enfants**, Sara Parkin (2), Autoroutes à Paris et dans le Lot, le temps des bétonneurs (2), Une Suisse sans armée 12 F

Joindre un chèque correspondant aux numéros demandés. L'envoi n'est pas forcément fait immédiatement.

EDITORIAL

Divorce interdit

Quand dans un couple, rien ne va plus, que tout est prétexte à la discorde, à la mauvaise humeur et aux engueulades sans fin, ou quand au contraire un silence pesant s'installe, complice des mensonges, il existe une porte de sortie, peu glorieuse, mais de plus en plus utilisée, le divorce.

Aujourd'hui, le monde tourne de plus en plus vite, en multipliant, grâce à un progrès qui reste à définir, les produits de consommation et de communication. Malheureusement, pour nous, comme pour les générations futures, cette abondance de bien ne permet pas d'amener une meilleure ambiance dans l'immense famille que nous formons sur Terre.

Comme le dit Guy Bedos, que les chaînes soient publiques ou privées, elles nous offrent toutes à 20 heures le même film avec les mêmes horreurs, les mêmes guerres, les mêmes manifestations. Le Liban s'enlise dans une guerre qui n'en finit plus. Les jeunes Palestiniens tombent avec une régularité qui rend le feuilleton un peu monotone. Dans le domaine des pollutions diverses et variées, le scénario reste riche de surprises. Les hoquets du Dow Jones ne sont qu'un piment fade. Les journalistes et les politiques se déchirent pour quelques voiles islamiques alors que chaque jour, ils font le silence sur les 40 000 enfants qui meurent de faim...

Comment est-il possible de vénérer ce "progrès" scientifique et d'assister à de tels spectacles alors qu'il reste tant à faire en matière de progrès social. Il y a quelque chose de honteux à voir ce décalage permanent entre nos communications par satellite et les problèmes quotidiens. Il y a quelque chose d'indécent à découvrir en stéréo, télévision coins carrés, image impeccable, les enfants qui meurent dans les pays du Sahel ou les ouvriers de chez Peugeot qui se battent pour un salaire décent. Cette belle technologie ne peut rien contre la torture encore pratiquée dans la moitié des pays de notre monde...

C'est tout notre mode de société qu'il faut remettre en question : depuis l'hégémonie du bac scientifique, jusqu'aux rêves de puissance, depuis les compétitions sportives comme le Paris-Dakar jusqu'aux discriminations sexuelles, depuis le rêve américain jusqu'à l'extermination des Indiens...

La plupart d'entre nous préfèrent vaquer à leurs moroses occupations. Il est plus facile de s'enthousiasmer devant un ballon rond que se disputent vingt-deux pantins que de prendre ses responsabilités. Tous ces adultes sont déjà morts, simples ectoplasmes faisant tourner une machine économique incontrôlée.

Au nom de nos enfants, de la nature en péril, nous n'avons pas le droit de divorcer. L'écologie, même si elle est parfois douloureuse, doit s'attacher à crier notre amour de la vie. L'écologie n'est pas une simple pommade, un simple vernis vert, pour masquer les fractures trop criantes. C'est un choix de société : le choix de la vie. Une vie qui passe aussi bien par la nature que par les relations humaines.

Francis VERGIER.

DEUX ANS D'INTIFADA

Deux années de soulèvement des populations palestiniennes dans les territoires occupés. Plus de 600 morts, en majorité des jeunes, des milliers d'estropiés et d'handicapés à vie, de nombreux prisonniers... (1). Une délégation de femmes françaises est allée constater pendant l'été, la vie des femmes et des enfants dans les territoires occupés. L'une d'entre elles témoigne.

Silence : *Quel rôle jouent les femmes dans le soulèvement palestinien des territoires occupés ?*

Ginette Skandrani : Les femmes prennent toute l'organisation de la vie quotidienne en charge. Les hommes sont en prison, ou cachés, ou morts, ou expulsés. Les femmes assurent l'autosuffisance dans les camps, les villages et souvent les villes, en créant des coopératives agricoles, alimentaires, de soin, artisanales, etc... Elles sont souvent aidées par les étudiants car les universités sont fermées depuis le début de l'Intifada. Par exemple, un groupe produit des jus, des concentrés d'oranges, puis les femmes les répartissent dans les camps. Ça fonctionne soit en troc soit par vente. Certaines coopératives sont plus avancées que d'autres. Elles ont un projet économique plus global, avec des statuts, et d'autres sont de petites coopératives de quartier ou de rue toutes basées sur l'autogestion. Ils disent qu'ils sont tous chefs et ouvriers. Les femmes veulent montrer qu'elles sont capables de se lancer dans l'économie, préparer un projet de société, et de se battre pour un statut de femme dans la société palestinienne. Comme dans les autres sociétés arabes, il y a une sacrée avancée dans le monde palestinien. J'ai rencontré des femmes exceptionnelles qui jouent un rôle non seulement dans les coopératives mais aussi dans l'Intifada : ce sont elles qui préparent les pierres pour les barricades, qui s'interposent entre les militaires et les jeunes quand ils en attrappent pour les tabasser et les emmener en prison.

J'ai surtout été en admiration devant une coopérative de femmes près de Ram Allàh, en Cisjordanie, à 20 km de Jérusalem. Elle a été constituée, il y a près de deux ans, par sept femmes. Maintenant, elles sont une trentaine et font des conserves de concombres, des compotes de fruits, etc. Avec l'argent gagné, elles réinvestissent dans d'autres projets et font des échanges avec d'autres coopératives surtout avec Gaza.

Il y a un boycott depuis l'Intifada de tous les produits israéliens. Les Palestiniens sont en train de créer une économie parallèle car ils dépendaient tous d'Israël. Ils élèvent des poules, des chèvres. Ils produisent aussi du Zaat'ar, mélange de thym et de sésame, nourriture des Palestiniens pour le petit déjeuner, qu'ils prennent avec du pain trempé dans de l'huile d'olive. Ils retrouvent les méthodes ancestrales à la fois de culture et de nourriture.

Pratiquement tous les Palestiniens m'ont dit : on n'emploie aucun engrais chimique, parce qu'on boycotte les engrais d'Israël mais aussi parce qu'on s'est rendu compte que c'était mauvais pour la santé et pour le respect de la terre. *"Celui qui ne respecte pas la terre, ne la mérite pas"*. Alors qu'ils sont enfermés dans des camps coupés de la civilisation occidentale, c'est un discours qu'en tant qu'"écologiste, j'ai trouvé très original. Ils font des cultures alternées, ils emploient du compost : c'est vraiment quelque chose qui mérite qu'on les aide. Pour cela je viens de sortir une brochure axée sur ces coopératives agricoles (2).

Silence : *Quelle est la vie quotidienne dans les camps ?*

Ginette Skandrani : Elle est très dure. J'ai vu des camps très pauvres mais j'ai surtout été choquée par le camp de Jàbalyah dans la bande de Gaza. Quand on entre là-dedans, ça te prend aux tripes parce que dans ce camp vivent 65000 personnes sur

(1) Lire "La détention administrative pendant l'Intifada"- Rapport d'Amnesty International sur les empriosnnements sans procès.
(2) Disponible auprès des Verts, 19 rue Titon, 75011 Paris.

1,4 km2. Dans les petites baraques de 8 à 10 m2, ils vivent entre 15 et 18. Quand je suis arrivée, ils sortaient juste d'un couvre-feu de 40 jours. Pendant le couvre-feu, ils restent enfermés dans leurs baraques. Il est interdit de les agrandir, sinon elles sont démolies. On ne peut pas appeler ça des "maisons". Les toits sont en tôle. Elles ont été construites en 1948 par l'office des réfugiés des Nations-Unies.

Il y a des couvre-feux très durs : pendant les quinze premiers jours, ils n'ont pas le droit de sortir du camp. Après l'intervention de la Croix-Rouge et de l'Office des Réfugiés des Nations-Unies, les femmes ont pu sortir une heure par jour pour se ravitailler et pour chercher de l'eau. A Gaza, dans les camps, il n'y a pas de magasins, et comme on les prévient deux heures avant du couvre-feu, ils n'ont pas de stocks. Ils n'ont rien à manger et les gens meurent, surtout les vieux et les petits bébés. Je suis entrée dans une maison où l'armée israélienne avait lancé des gaz. Trois jours après, ça sentait encore l'œuf pourri. Ce sont des gaz plus dangereux que les lacrymogènes et les femmes avortent à cause de ce genre de gaz. Le camp est complètement cerné par l'armée avec des miradors et des barbelés. Je dois aussi dire que pendant ces quarante jours, les gosses n'ont pas le droit de sortir car les militaires tirent quand ils sortent jouer dans la rue et alors ils entrent démolir la maison des parents.



Hebron - Juin 89 : Rue fermée. Les Palestiniens sont obligés de fairele tour de tout le quartier pour se ravitailler.

L'INTIFADA EN S'AMUSANT !

Un joli cadeau de Noël pour tous les petits enfants. En Israël, un jeu vidéo apprend aux adolescents leurs futures tâches de "guerrier". Le joueur est un soldat confronté à une foule de Palestiniens qui lancent des pierres, des cocktails Molotov... Le joueur dispose d'une matraque, de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc. Il y a six niveaux de "jeu". Au premier niveau, le ministre de la défense est Ezer Weizman, le plus à gauche. Plus vous passez les niveaux avec succès, plus le ministre est à droite et plus les moyens dont vous disposez pour répondre sont importants. Au sixième niveau, vous êtes sous les ordres du rabin Kahane... Attention, si vous êtes touché par un cocktail Molotov, le message suivant apparaît : "Vous êtes mort de brûlures couvrant 95 % de votre corps. Vous êtes une nouvelle victime du terrorisme arabe".

Dans certains camps, la vie est moins pénible car ils ont des maisons en dur mais ils sont soumis aux mêmes restrictions.

Silence : *Combien de Palestiniens vivent dans les camps ?*

Ginette Skandrani : 30 % d'une population de 1 300 000 en Cisjordanie, mais avec des villes et des villages palestiniens soumis à la répression. 75 % à Gaza sur une population de 700 000.

Silence : *Quel type de répression s'exerce sur les Palestiniens ?*

Ginette Skandrani : A Gaza, qui est très pauvre, avec une terre assez aride, les Palestinienes pratiquent la culture des oliviers et des oranges. J'ai vu des champs d'oliviers entiers rasés par l'armée, des oliviers vieux de plusieurs centaines d'années et il ne restait plus que des souches. J'ai assisté dans un petit village de la vallée d'Hebron à l'arrachage de vignes devant la maison. Je suis arrivée quand les militaires repartaient et je me suis trouvée avec la petite fille, dans le champ, en train de pleurer. Ça fait mal au cœur quand on voit ça, tout simplement parce qu'ils ont dit que le fils avait participé à l'Intifada.

Ils mettent en prison des gamins de 8-9 ans et les parents sont obligés de payer une caution élevée, d'environ 4000 F, pour aller les rechercher. Comme les Palestiniens sont très pauvres, il s'est créé des associations pour aider à payer ces cautions. Ce sont aussi les femmes qui les prennent en charge, en particulier par le biais des coopératives artisanales. Par exemple, elles produisent des robes palestiniennes traditionnelles qu'elles exportent ou exposent. Cela permet à la fois de retrouver la culture ancestrale en reproduisant les motifs de villes ou d'endroits disparus (il y a près de 40 villages palestiniens qui ont été rasés par les autorités israéliennes entre Jérusalem et Tel Aviv) et, avec l'argent de la vente, de soutenir les familles dont les enfants sont en prison. Les femmes forment un formidable réseau de solidarité.

A Gaza, qui est une région de pêcheurs, il est interdit aux Palestiniens de pêcher. Ils ont mis des barbelés le long de la mer. Interdiction aussi de ramasser du thym qui est un élément de base de la nourriture des Palestiniens, les autorités

(3) Voir Silence 118/119 et 120/121.

israéliennes prétextant la préservation de la beauté de la nature.

Il y a aussi l'imposition de taxes élevées. La CEE avait pris la décision, l'an dernier, de favoriser les produits palestiniens, surtout les oranges de Gaza. Mais ils sont taxés car les Palestiniens sont obligés de passer par Israël pour exporter. Quand ceux qui ont un revenu un peu plus élevé réussissent à payer les taxes, Israël laisse pourrir les produits dans les congélateurs.

Les écoles ont été fermées pendant un an. Elles ont été réouvertes en Cisjordanie, mais dès que les gosses participent à des rassemblements dans la rue, la première des sanctions est la fermeture de l'école. Il se crée dans les camps des écoles clandestines prises en charges par les femmes. Elles sont derrière les garderies qui servent alors de paravent car elles ont le droit d'être ouvertes pour les petits enfants.

Il y aussi les conditions sociales inégales pour les Palestiniens travaillant dans les territoires israéliens. Un ouvrier palestinien gagne la moitié du salaire d'un ouvrier israélien et la femme le quart. En plus, les Palestiniens cotisent quand ils sont en Israël pour la Sécurité Sociale, mais ils ne peuvent en profiter dans les camps.

Il y aussi une carte d'identité magnétique qui n'est délivrée qu'aux gens qui ne sont jamais allés en prison et qui ont payé toutes leurs taxes à l'Etat d'Israël. Cela représente à peu près 20 % de la population qui peut en profiter. Au début, les gens ont pris les cartes, puis le Comité Populaire a demandé qu'ils les rendent pour ne pas créer une discrimination entre les Palestiniens, entre ceux qui peuvent travailler en Israël et ceux qui ne peuvent pas y aller. Nous avons pu filmer la dernière carte avant qu'elle ne soit rendue.

Silence : *Quelle stratégie est utilisée par les autorités israéliennes dans les territoires occupés ?*

Ginette Skandrani : Il y a la répression dont je viens de parler. Il y aussi une stratégie d'encerclement, c'est-à-dire qu'autour des villages palestiniens, autour des camps, s'installent des colonies israéliennes. Ce sont surtout des Juifs issus des pays de l'Est. Ils s'approprient l'eau. J'ai vu des villages où ils arrosaient les pelouses alors qu'à 500 m, les Palestiniens n'avaient pas suffisamment d'eau pour leurs cultures, même pas pour boire. C'est ce qu'ils appellent des colonies de peuplement.

Silence : *Que pouvons-nous faire en Europe pour aider la cause palestinienne ?*

Ginette Skandrani : Déjà, il faut toujours faire et refaire de l'information pour montrer la situation dans les territoires occupés. Il y a plusieurs ONG qui s'occupent du parrainage des enfants palestiniens, qui organisent des colonies de vacances en France pour ces enfants en été.

D'autres projets qui m'intéressent plus particulièrement : le soutien financier des coopératives agricoles parce que c'est plus concret. J'ai surtout envie de travailler avec deux coopératives : une à Gaza, l'autre en Cisjordanie, parce que leurs projets sont déjà très avancés. Comme chaque coopérative finance les autres, autant en soutenir deux qui répartiront par la suite plutôt que d'entrer dans trente-six projets.

Suite à l'atelier femmes au contre-sommet TOES (3) où je suis intervenue pour témoigner de ce que sont les femmes en Palestine, un groupe d'une trentaine de femmes s'est créé pour mettre en place un rassemblement silencieux tous les samedis après-midi à Paris avec des panneaux expliquant la répression des femmes, le viol qu'elles subissent dans les prisons israéliennes et quand on sait ce que veut dire le viol dans la culture arabe, c'est fou... mais ce qui est très bien chez les Palestiniens, c'est qu'ils ne rejettent pas les femmes violées, elles sont acceptées comme des héroïnes et intégrées.

Ce rassemblement ne se veut pas une manifestation mais un témoignage des femmes de France en solidarité avec les femmes palestiniennes. Ce groupe de femmes s'est constitué en association. Il y a une grande diversité dans ce groupe de femmes : des femmes d'origine arabe, maghrébine, juive, chrétienne, de différentes nationalités. Leur point commun : la solidarité des femmes ici et ailleurs.

Comme les femmes d'Argentine dont se sont inspirées les femmes en noir d'Israël, mais sous une forme différente, nous espérons que ces rassemblements feront boule de neige en France.

Propos recueillis par Hervé PRAT

Vallée d'Hébron - Juin 89 : Maison détruite par l'armée israélienne.



SOCIAL

INFIRMIERES : DE PIRE EN PIRE

Depuis le début du mois d'octobre, les infirmières essaient de refaire parler d'elles. La crise semble profonde : pour 1250 postes offerts dans les écoles d'infirmières, cette année, seulement 850 inscrits. 200 postes d'infirmières restent vacants dans les hôpitaux d'Ile de France. Une infirmière peut avoir jusqu'à 30 malades sous sa responsabilité. Adieu les contacts humains... Et au bout de 7 ans en moyenne, elles quittent la profession. Le gouvernement répond qu'il y pense sérieusement...

TU ENFANTERAS DANS LA DOULEUR

Les évêques européens, lors du VIIème symposium épiscopal à Rome se sont prononcés contre les méthodes d'accouchement sans douleur : *"Ce moment si important dans la vie devient ainsi un événement marginal à surmonter le plus rapidement possible. On ne peut pas effacer complètement la douleur sans enlever à la vie l'inquiétude nécessaire".* Qu'en pensent leurs femmes ?

GENEVE : MANIFESTATION DES "SQUATTERS"

2500 personnes ont manifesté le 12 octobre dernier dans les rues de Genève pour protester contre le manque de logements disponibles. Bernard Ziegler, le chef du département de justice et de police, a répondu en demandant aux propriétaires de *"renoncer à laisser vides de locataires leurs immeubles alors que sévit la pénurie".* On estime à 500 personnes réparties dans une vingtaine d'immeubles et organisées en associations le nombre de squatters genevois. (source Elisalp)

RAPPORT ANNUEL DU RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL

Publié le 25 octobre dernier, le rapport 1989, de 328 pages, porte sur 133 pays. Il cite des exécutions extrajudiciaires dans au moins 24 pays, des tortures et mauvais traitements aux prisonniers dans plus de la moitié des pays du monde, des décès causés par la torture ou par des conditions de détention inhumaines dans plus de 30 pays, l'exécution judiciaire de prisonniers dans 35 pays. En 1988, Amnesty International a œuvré en faveur de 4640 détenus dans 84 pays dont 1566 ont pu être libérés. Avec ces 700 000 membres dans plus de 150 pays et près de 4000 groupes locaux dans plus de 65 pays, Amnesty International poursuit sa lutte contre les atteintes aux droits de l'Homme. La France se fait épingler en Nouvelle-Calédonie où des indépendantistes ont été torturés et séquestrés en dehors des voies judiciaires. Amnesty International, 4 rue de la Pierre Levée, 75553 Paris Cédex 11, tel : (1) 43 38 74 74.

FEMMES BATTUES

En 1988, 8834 plaintes de femmes battues ont été déposées. On estime à deux millions le nombre d'entre elles à subir des violences quotidiennes. Le secrétariat d'Etat aux droits de la femme lance une campagne de sensibilisation à partir du 15 novembre. Il existe des associations pour essayer de faire avancer les choses : SOS-Violence en privé, 6 impasse des Orteaux, 75020 Paris, tel : (1) 40 24 05 05.

LYON : IMAGES KANAK

Kanaky Solidarité organise à la Majo, 2 impasse Métral, à Villeurbanne, les samedi 9 et dimanche 10 décembre, une série de projection de films et documentaires sur la Kanaky, accompagnés de débats. Présentation des films "Djido", "Kanaky Caldochie", "Lune d'Avril de Kemala", "Le trésor aux oreilles". Renseignements et programme complet : Kanaky Solidarité, CEP, BP 5006 St-Jean 69245 Lyon Cédex 05.

TIERS-MONDE

RWANDA : UN MILLION DE REFUGIES

Pour protester contre les massacres interethniques au Rwanda, une campagne de lettres à Miterrand se développe actuellement pour attirer son attention sur le million de réfugiés de ce pays. En voici le texte : *"Le traitement discriminatoire réservé à l'ethnie Tutsi de la république du Rwanda a été porté à notre connaissance et nous a profondément émus. Cette situation touche plus d'un million de réfugiés, ainsi que la communauté tutsi restée sur place. Ces populations attendent de la France un geste conforme à sa vocation. Connaissant votre influence personnelle sur les responsables africains, nous voulons espérer que vous apporterez votre contribution à la solution de ce drame qui dure depuis bientôt trente années. Dans cette attente, nous vous prions de croire..."*
Pour en savoir plus sur cette question : Echanges et rencontres, Mairie de Dieulefit, 26220 Dieulefit.

LE DEFI DES FEMMES - LA REPONSE DES HOMMES

Le Centre du Louverain organise son huitième séminaire, sur le tiers-monde et le dévelopement, sur ce thème les 10 et 11 février 1990. Renseignements : Le Louverain, CH 2206 Les Geneveys-sur-Coffrane, Suisse, tel : 038 57 16 66.

BOLIVIE : LA QUINOA COMME ALTERNATIVE ?

La "Quinoa" est une des plus anciennes cultures vivrières connues. Elle était la céréale sacrée des Incas. Résistante, elle pousse entre 3 et 4000 mètres d'altitude en Bolivie. Elle est cultivée principalement au sud de l'altiplano où 170 communautés représentant 6000 familles se sont regroupées au sein de l'association Anapqui qui commercialise cette céréale.
La production illégale de coca et le trafic de la cocaïne font vivre plus de 10 % de la population bolivienne. Du fait de l'effondrement généralisé de l'économie, les gens ont tendance à émigrer vers les zones productives de coca. Pour enrayer cette évolution, il faut que les Indiens aient de quoi vivre chez eux. La production de Quinoa peut être développée à la fois comme culture vivrière et comme produit de commercialisation. C'est pourquoi Artisans du Monde a choisi de valoriser cette céréale qu'elle achète directement à l'association regroupant les coopératives. Plus riche en protéines que le blé, sa valeur nutritive est comparable à celle du lait. On peut goûter la quinoa, et ainsi aider les paysans boliviens, en prenant contact avec les magasins d'Artisans du Monde.

LE NOUVEL APPEL DE LA BASTILLE

Le collectif à l'origine du rassemblement du 8 juillet contre la politique internationale des pays riches lance un nouvel appel demandant comme préalable à la mise en place d'un nouvel ordre économique, l'annulation de la dette. Une campagne internationale de pétitions est lancée, qui sera cloturée en juin 1990 lors du prochain sommet des sept, aux Etats-Unis. Renseignements et pétitions : Association Toussaint Louverture, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tel : (CEDETIM) (1) 45 31 43 38.

L'ERREUR AUTOMOBILE

En septembre, les Allemands ont pu admirer les derniers modèles de l'industrie automobile internationale au salon de Francfort. Ils se seront rincé l'œil devant les phares retractables et les doubles sorties de pots d'échappement, auront essayé de caresser le volant et effleuré de leur main les

Toujours plus puissante, plus rapide, plus grande... Le nombre de voitures ne cesse d'augmenter, le trafic routier est de loin le pire des destructeurs de l'environnement. Le cas de l'Allemagne devrait nous éviter de faire les mêmes erreurs.

ailes des nouvelles "déesses". Plus d'un million de visiteurs feront ce pèlerinage pour se laisser persuader que l'industrie automobile continue à se "réarmer", que les constructeurs ont transformé les petites voitures en de véritables bombes sportives avec toujours plus de puissance de cylindres et de soupapes. Les constructeurs sont insensibles aux critiques. Jamais on n'avait autant produit. Les chiffres d'affaires sont à des niveaux records. Le chef de BMW s'extasie devant son "chef d'œuvre" de 360 chevaux pouvant rouler à 250 km/h. Si le rêve était à l'interieur du salon, le cauchemar commençait devant, sur le périphérique de Francfort....

Une société en plein délire automobile

L'air devient de plus en plus pollué par le trafic automobile. On annonce les bouchons du chaos automobile au même rythme que les niveaux d'eau d'étiage. Plus de la moitié de la population se déclare incommodée par le bruit des véhicules. Folie des chevaux pour les uns, horreur de la voiture pour les autres.

D'après les analyses des scientifiques de l'Institut des Pronostics pour l'Environnement de Heidelberg (UPI : Umweltprognosen Institut), aucune technologie n'a ces dernières années causé autant de problèmes pour l'écologie et surtout à ce rythme.

Dans l'échelle des problèmes d'environnement, la voiture est le problème numéro un. L'obligation d'avoir un catalyseur trois voies n'enlèvera rien à cette constatation. Le filtre ne transforme pas la voiture en objet écologique, comme le prétendent les industriels. Les catalyseurs ne filtrent que le peroxyde d'azote ce qui compensera les émissions supplémentaires dues au nombre croissant des voitures et au rallongement des trajets. Les voitures feront toujours autant de bruit et bouchonneront autant qu'auparavant. Elles ne font pas moins de gaz carbonique, un des facteurs de l'effet de serre, et donc des modifications climatiques.

Malgré cela, les citoyens ne se laissent pas dessaisir de leur plaisir suprême pour la voiture par ces visions dramatiques. Le trafic routier a augmenté de 20 % les trois dernières années, et cela doit continuer ainsi.

L'automobile : enjeu électoral

Durant des dizaines d'années, dans la griserie de l'automobile, tous les problèmes que ce type de transport provoque avaient été éludés. *"Chaque Allemand doit avoir le droit de s'acheter une voiture, c'est pourquoi nous voulons lui construire des routes"* disait Helmut Schmidt en 1965, alors expert pour les transports au SPD (socialistes). Pendant quatre décennies, et encore maintenant, cette allocution subsiste dans la programmation du budget.

Aucun autre produit que la voiture ne symbolise autant la gloire et l'éclat du développement du système industriel allemand, aucun autre produit ne provoque dans toutes les classes sociales une telle fascination, aucun autre produit, au-delà de sa simple utilité, ne signifie autant la reconnaissance de la réussite, du mérite, de l'aisance.

Même si, en France, le trafic routier blesse une personne toutes les minutes, tue une personne toutes les heures.

Ni la crise du carburant, ni l'interdiction de rouler certains dimanches, ni le débat sur le catalyseur et encore moins celui sur la limitation de vitesse n'ont pu freiner le flot

des véhicules. Encore quelques années, et l'automobile nous servira surtout à faire du surplace.

En RFA, depuis trente ans, 500 milliards de marks (plus de 1500 milliards de nos francs) ont été dépensés pour la construction des routes. Malgré cela, le nombre des voitures a augmenté plus vite que la surface des routes. Les villes devraient doubler leur surface de chaussée pour que chaque voiture puisse circuler librement dans les centres urbains... Aujourd'hui plus personne n'y croit et les urbanistes sont de plus en plus nombreux à demander la fermeture des centres villes à la circulation.



Photo I.Carbonare

Certains scientifiques pensent que le prix de l'essence doit être multiplié par imposition proportionnellement aux dégâts engendrés. Les efforts doivent porter sur les transports en commun : train, bus... qui sont des alternatives réelles à la voiture individuelle. Le sujet est devenu politique. Les socio-démocrates préconisent un impôt écologique sur l'utilisation énergétique qui doit rendre la voiture plus cher. Les Chrétiens démocrates proposent un impôt selon le taux de pollution. Cela n'est pas véritablement un changement de politique. Il est difficile d'oublier que depuis quarante ans, le train a été évincé au profit de la voiture et des constructeurs de routes.

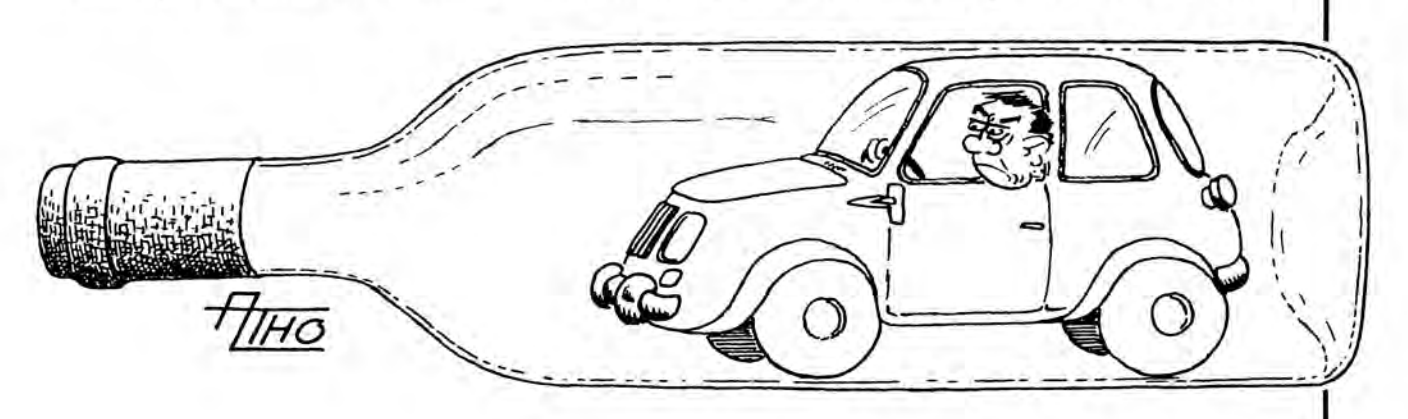
Même si le réseau ferroviaire a augmenté de 17 % depuis 1950 avec 30 576 km de voies, la route a, elle, augmenté de 40 % et atteint 493 600 kilomètres. Le moyen de transport le plus propre a été écarté pour le plus dévastateur.

L'U.P.I. de Heidelberg a démontré qu'une voiture avec les mêmes rendements (personnes par kilomètre) que le train pollue 33 fois plus que le train. Et une voiture avec un catalyseur pollue encore cinq fois plus. Le Ministère de l'environnement a fait un calcul semblable par rapport aux poids lourds. A transport équivalent, les camions relâchent dix fois plus de protoxyde d'azote. Mais pour les conducteurs, ce que rejette leur véhicule leur est parfaitement inconnu. Les douze ministres régionaux de l'environnement ont décidé, en octobre dernier, une diminution de 30 % d'ici 1998.

La catalyseur enpêche l'émission de 85 % de ce gaz. Aux Etats-Unis et au Japon, cette technologie est déjà imposée depuis dix ans. Elle sera généralisée dans toute l'Europe en 1993, à partir de 1991 pour la RFA. Mais pour en mesurer les effets, il faudra au moins dix ans.

Mais ceci ne change rien au problème du gaz carbonique, l'un des responsables de l'effet de serre. Sur les 700 millions de tonnes émises chaque année en RFA, un cinquième provient de l'automobile. La seule amélioration notable en ce domaine est qu'en dix ans, les véhicules consomment en moyenne 20 % de carburant en moins... malheureusement le nombre de véhicules a augmenté. Le Ministère de l'Environnement de RFA prévoit que le trafic automobile verrait sa part dans la production de CO_2 passer de 23 à 28 % d'ici 1998. La seule solution pour éviter cela est de stabiliser le nombre de véhicules par des mesures fiscales.

Dans son livre "Le train et la folie de l'automobile", Winfried Wolf, expert en transports, fait le point sur ce que coûte réellement la voiture à la collectivité. Si l'on comptabilise tout : automobiles, routes, polices, administrations, comme dans une entreprise classique, on peut estimer quelle est la dette de l'entreprise "trafic automobile" : de 1965 à 1984, sur vingt ans, cela se monte à 76 milliards de francs. Pendant la même période, le déficit du train a été de 42 milliards de francs. Ce calcul n'est pas encore exact car il ne prend pas en compte les dégâts causés à l'environnement. Ces dégâts sont évalués à 50 mil-



liards de marks par an par le Ministère de l'Environnement et entre 78 et 86 milliards de marks pour l'U.P.I.. Cela signifie que, par ses impôts, chaque citoyen paye 1500 marks par an (soit près de 5000 F).

Le déplacement individuel engendre le transport collectif et le remettre en cause revient à proposer un changement de société. Jusqu'à maintenant, seuls les Grünen décriaient la voiture. Aujourd'hui le thème de la voiture entre dans les préoccupations du SPD. Le CDU (Démocrates-Chrétiens) note que *"chaque utilisateur doit payer non seulement la construction de routes, mais aussi les dommages que le trafic engendre"*. Concrètement, si cela était appliqué, cela reviendrait selon l'U.P.I. à multiplier le prix de l'essence par trois.

Selon certains, cela ne serait encore pas suffisant, car il reste des conséquences difficilement calculables : à court terme, déperdition de la valeur d'une terre traversée par une route, conséquences de l'épandage du sel sur la neige et sur les arbres, pollution de l'eau par les pertes d'essence et d'huile... et à long terme, conséquences sur la faune et la flore, modification du climat terrestre... Un scientifique arrive ainsi à un prix de 30 F le litre. Le Club Automobile Suisse reconnaît que le prix devrait être au moins de 15 F le litre. Bien sûr, personne n'est assez fou pour le mettre dans son programme.

Multiplier le prix de l'essence par cinq

Le Ministère de l'Environnement de RFA propose une taxe par voiture. Mais comment tenir compte de l'état de fonctionnement du moteur et du fait qu'une voiture qui ne roule pas ne pollue pas ? L'augmentation forte du prix de l'essence semble plus rationnelle et devrait provoquer une régulation du trafic automobile. Cela inciterait à faire les trajets courts en vélo ou à pied, ce qui est une proportion importante des trajets.

Cela aurait d'autres conséquences : sur nos modes de loisirs mais aussi sur l'industrie. Le lait de Bavière doit-il aller dans le nord de l'Italie pour y être transformé en yaourt ? Le transport poids lourds est largement financé par la collectivité... Que se passerait-il avec la vérité des prix ?

"La nature disparaîtra avant la voiture"

Selon le patron de Volvo, Pehr Gyllenhammar, en interdisant la voiture en ville, on devra réintroduire le bus et le train, ce qui nécessitera des investissements énormes. L'argent peut être là si on fixe un impôt sur ceux qui continuent à utiliser leur véhicule. Les chances pour qu'une telle transformation se fasse sont minimes. Et ceci tant que les consommateurs, par leur comportement, continueront à inciter les industriels sur le chemin de la puissance et de la vitesse. Il n'y a rien à attendre des industriels. Un exemple significatif : lors du salon de Francfort, la ville a proposé, comme cela se fait pour d'autres salons, pour éviter les embouteillages, de coupler le billet d'entrée avec un ticket train + bus. Les organisateurs ont refusé.

Si la protection de la nature est le premier sujet de préoccupation en Allemagne, les politiques ne seront efficaces que si les consommateurs acceptent les mesures de restriction proposées. Ceci d'autant plus que les majorités se font à 1% près et que l'essence d'aujourd'hui apparaît comme le pain du XVIIIème siècle. Et la commission d'enquête du Parlement national de conclure par la disparition de la nature bien avant celle des routes.

Et la France dans tout ça ?

Au moment où l'Allemagne remet en cause sa politique des transports, on peut se demander si la France va savoir profiter de cette expérience. Si la densité des routes, sur une surface supérieure, n'est pas encore la même, ne faudrait-il pas commencer tout de suite à en tirer les leçons ?

Christian GLASSON.

ENVIRONNEMENT

PETITES PHRASES

Michel Rocard sur France-Inter, le 29 septembre dernier, questionné sur les problèmes de pollution : *"Nous risquons de rendre la planète inhabitable dans les trois siècles si nous ne changeons pas nos modes de production"*. Qu'est-ce, comparé à la durée de vie d'un premier ministre, même présidentiable !

RFA : LES CHARGES ECOLOGIQUES

Les industriels dépensent en RFA plus de 100 milliards de francs pour améliorer la protection de l'environnement. Cela représente autant que le budget du ministère de l'environnement allemand, mais 2 % de leurs charges globales. (source Politis)

JAPON : RESERVES DE MAMMOUTH

Le Japon qui interdira totalement l'importation d'ivoire d'éléphant le 1er janvier 1990, a trouvé un substitut : l'ivoire des mammouths de Sibérie. Entre juillet et septembre, ils en ont importé 1,4 tonnes. Celui-ci s'avère de médiocre qualité. Les écologistes craignent que ceci masque une poursuite clandestine de l'importation de l'ivoire d'éléphant dont le Japon a consommé 106 tonnes en 1988, soit 40 % du marché mondial.

HONGRIE : BARRAGE ABANDONNE

Le Parlement hongrois a décidé le 31 octobre d'abandonner définitivement par 186 voix pour, 7 contre et 74 abstentions, la construction du barrage de Nagymaros sur le Danube, *"pour des raisons écologiques"*, malgré les pressions du gouvernement Tchécoslovaque.

GRANDE-BRETAGNE : CAMPAGNE ANTI-MAC DONALD

Les Amis de la Terre anglais et Greenpeace mènent une campagne en faveur du végétarisme et de l'alimentation bio pour contrer le développement des fast-food Mac-Donald, symbole de l'anti-écologie. La viande des hamburgers provient en partie d'élevages fait sur les terres libérées par la destruction des forêts tropicales, les emballages nécessitent des tonnes et des tonnes de bois, les animaux sont élevés à la chaîne et la viande ne reçoit pas moins de douze traitements chimiques différents. Ils dénoncent les mauvaises conditions de travail : le personnel change à 80 % chaque année. Contact : Greenpeace, 5 Caledonian Road, London N1, GB.

HOLLANDE : VACHES PLOMBEES

Un contrôle effectué le 1er novembre, a montré que 318 exploitations laitières du nord des Pays-Bas avaient utilisé depuis le 13 octobre une alimentation présentant des concentrations en plomb 300 fois supérieures à la norme européenne. Dix bovins en sont morts et plusieurs autres sont gravement handicapés. Au total, ce sont 12000 bêtes qui ont mangé de ce fourrage concentré pollué.

BELGIQUE : MENTION SUR L'OZONE

A partir du 1er décembre 1989, la mention "Contient du CFC qui détruit l'ozone" est obligatoire sur les bombes en Belgique. C'est bien mais il faudrait généraliser cela aux substituts utilisés avec une mention "Nouvelle molécule dont on ne connaît pas encore les conséquences sur l'environnement". Rappelons qu'il existe des propulseurs mécaniques qui n'utilisent aucun gaz.

DROITS DE L'HOMME : UN ARTICLE 31

France-Nature Environnement, par l'intermédiaire de son secrétaire national, Jean Carlier, a déposé auprès de l'ONU, une demande pour inclure un 31ème article à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. La rédaction proposée est la suivante : *"Tout être humain a droit au maintien des équilibres écologiques de son milieu de vie partagé avec tous les autres vivants, animaux et plantes, dont la survie, garante de sa propre survie, doit être assurée. Ce droit de chacun implique le devoir pour tous - individus, organisations, états - de partager la responsabilité de l'eau propre, de l'air pur, de la terre saine dans le cadre d'une solidarité planétaire indispensable, et d'exiger dans ce domaine, le respect de l'article 19 de la présente Déclaration ainsi précisé : doit être garantie la libre collecte, expression et diffusion sans restrictions, en toutes circonstances, des informations et des idées"*. Renseignements : FNE, 57 rue Cuvier, 75231 Paris Cédex 05. Tel : (1) 43 36 79 95.

ANTARCTIQUE : CONFERENCE INACHEVEE

Malgré les efforts des gouvernements français et australien, et ceux de la Fondation Cousteau, la Conférence sur l'Antarctique, réunie à Paris du 9 au 19 octobre, n'a pas permis d'aboutir à une remise en cause des demandes d'exploitation minière de ce continent. L'URSS, le Chili, la Grande-Bretagne, le Japon et les USA, en particulier, ont obtenu qu'une réunion ordinaire ait lieu en 1990, en RFA, pour préciser certains points de la convention de Wellington qui autoriseraient cette exploitation. Un an de délai pour se mobiliser sur ce projet.

ANTARCTIQUE : PAS DE TOURISME

"Nouvelles Frontières" organise fin décembre en collaboration avec le magazine Ushuaia de Nicolas Hulot, une croisière de 13 jours en Antarctique présenté comme "la véritable oasis de l'an 2000". Le bateau initialement prévu devait être l'"Illiria" qui a fait naufrage le 31 janvier dernier déversant 950 tonnes de pétrole et provoquant la première marée noire sur ce continent. Il s'agissait déjà d'un voyage touristique. Robin des Bois, association pour la protection de l'homme et de l'environnement, a occupé le 16 octobre dernier le siège de "Nouvelles Frontières" pour demander l'annulation de ce voyage et exiger que les actuelles négociations sur l'avenir du continent interdisent également ces formes de tourisme. Robin des Bois, 15 rue Ferdinand Duval, 75004 Paris, tel : (1) 48 04 09 36.

PARIS : VIVRE ET CIRCULER EN VILLE

Un congrès international sur le thème "Vivre et circuler en ville" aura lieu à Paris les 29 et 30 janvier 1990 pour permettre un échange entre tous les acteurs de la vie urbaine : élus, responsables, maîtres d'ouvrage, urbanistes, usagers et habitants, et promouvoir un savoir-faire européen dans le domaine de la sécurité routière et de l'environnement urbain. Renseignements : Convergences VCV 90, 16 rue J.J. Rousseau, 75001 Paris.

BORDEAUX : PARTAGER LA VILLE

Pour la première fois, une grande agglomération se lance dans une étude rationnelle des besoins de transports sur le thème du partage de la ville entre tous les usagers. La ville de Bordeaux va pendant un an se transformer en laboratoire expérimental pour engager un programme en faveur des piétons, des cyclistes et d'une plus grande sécurité. Les rues principales, classées rouges, seront aménagées avec pistes cyclables et la vitesse sera limitée à 50 km/h. Les rues de dessertes locales, les rues bleues, seront limitées à 30 km/h avec priorité aux piétons et aux cyclistes. Enfin les rues vertes comprendront des aménagements de qualité pour les personnes âgés, les enfants, les autres piétons et les cyclistes. Les automobiles pourront y passer au ralenti et s'y garer en certains endroits. A ceci s'ajouteront, en ville, des parkings à vélo, et en

périphérie, des parkings de dissuasion. Un ticket unique permettra d'avoir accès à la SNCF, au bus, au parking, à la location des vélos.
Parallèlement à cela, des débats s'ouvriront avec les habitants au niveau de chaque aménagement, en compagnie d'architectes, d'urbanistes, de sociologues, de spécialistes de la sécurité routière et des élus.
Le financement de 3 millions de francs se partage entre l'Etat, la Mairie et la Communauté Urbaine. Ce parti pris résolument écologiste a déjà entraîné les réactions du lobby "tout voiture" qui craint que l'idée soit reprise dans d'autres villes. Pour en savoir plus : Dossier "Vivre et circuler en Ville" c/o Michel Duchêne, Maire-Adjoint à l'Environnement, Hôtel de ville, 33077 Bordeaux Cédex.

DROME : CREATION DE "FORET LIBERTE"

Pour contrer le projet de privatisation de la forêt de Saoû au profit d'un tourisme cynégétique, la FRAPNA et différentes associations de protection de la nature viennent de créer une association "Forêt liberté". L'association demande le maintien en état de ces 2500 hectares de nature, depuis toujours ouverts au public. La forêt a été achetée en 1982 par un groupe financier (Société Générale, Drouot, AGF). Cette vente s'était traduite par une exploitation forestière intensive. Historiquement un projet de fermer cette forêt, protégée par d'imposantes falaises, avait déjà vu le jour en 1950, mais les droits de passage des chemins communaux avaient empêché les dégâts. Forêt Liberté lance donc un contre-projet : créer une réserve naturelle européenne... cela créerait autant d'emplois que l'autre projet. Une première réunion locale à Crest a réuni près de 1000 personnes et une pétition est lancée. Renseignements : Frapna-Drôme, Ancienne Mairie, Quai St-Nicolas, 26500 Bourg-les-Valence, tel : 75 42 43 65.

PYRENEES ATLANTIQUES : AU SECOURS DES OURS

Le Conseil municipal de Laruns, dans les Pyrénées Atlantiques, vient de voter une subvention de 10 000 F pour distribuer de la nourriture aux quelques ours qui subsistent: viande et poisson. Cette décision a été prise en échange d'une indemnisation de 400 000 F de l'Etat pour dédommager les exploitants forestiers qui ne pratiqueront plus de coupes.

RHONE : CONTRE L'AUTOROUTE BORDEAUX-GENEVE

Les projets d'autoroutes fleurissent. La dernière à faire parler d'elle : l'autoroute Bordeaux-Genève qui doit passer par la vallée de l'Azergues au Nord-Ouest de Lyon. Les zones touchées sont soit habitées, soit boisées, soit en "appellation contrôlée" (Beaujolais). L'utilité de l'autoroute est contestée : sa fréquentation restera faible. Les opposants préfèrent un aménagement des voies rapides existantes (RN7 et RN89). Ils rappellent que la ligne SNCF Lyon-Bordeaux est tellement peu fréquentée qu'elle n'est toujours pas électrifiée... ce qui laisse des doutes sur l'utilité d'une telle liaison transversale. Contacts : Collectif d'opposition à l'autoroute Lyon Balbigny c/o Marc Jedliczka, 69170 Les Sauvages, tel : 74 89 07 26.

GRENOBLE : LE TUBE DE L'ANNEE

Après Chirac et son Laser (voir Silence n°123), voici Carignon et son Tube : le maire de Grenoble parlant de ville verte, envisage à son tour d'enterrer une partie du trafic routier. Les élus d'Ecologie-Alternatives-Autogestion reconnaissent que si l'idée de base peut être correcte, elle n'est pas assez globalisante. Ils demandent à la mairie d'étudier le maximum de variantes possibles : développement du rail, des transports en commun, des vélos, des piétons, la réduction de la vitesse... Contacts : E2A, Bureau 167, Mairie, BP 1066 38021 Grenoble Cédex. Tél : 76 76 38 89.

ISERE : MARAIS EN PERIL

Menacé par une exploitation de tourbes, le Marais de l'Ambossu permet, sur 25 hectares la reproduction de 64 espèces d'oiseaux dont 46 protégées. La tortue cistude en voie de disparition s'y reproduit encore. Le Centre Ornithologique Rhône-Alpes, CORA, lance une campagne pour demander un arrêté de biotope sur ce marais. Contacts : CORA, Université, 69622 Villeurbanne Cédex, tel : 72 44 93 66.

BRETAGNE : 150 FUTS A LA MER

Cent cinquante fûts d'acide acétique, sulfurique et chlorhydrique ont été perdus par un navire allemand attant pavillon libérien pendant le week-end du 21 et 22 octobre. Les fûts n'ont pas été retrouvés. Les recherches sont quasiment impossibles : les fûts ayant coulé et les marins ne sachant pas où ils les ont perdus.

HAUTE-LOIRE : SOUTIEN AUX OCCUPANTS

Les occupants du site du projet de barrage de Serre-de-la-Farre ont reçu le soutien, par une campagne de cartes postales, de 20 000 Allemands. Milan Kundera, Julien Clerc, Richard Borhinger, Denis Langlois, Théodore Monod, Irène Frain ont rejoint le Comité d'Honneur.
Le 9 octobre, une commission internationale du laboratoire d'économétrie de l'Ecole Polytechnique est venue enquêter sur le site, s'étonnant de l'absence d'étude scientifique sérieuse sur les conséquences du projet. Malgré cela, le tribunal a rejeté la demande de sursis à exécution déposée par SOS Loire Vivante et de nombreuses autres associations de défense du fleuve.
Il est probable que les responsables de ce chantier essaient de profiter de l'hiver pour déloger les occupants du terrain. Ceux-ci ont inauguré début octobre une maison en bois et vous attendent pour les longues soirées d'hiver. Contact : SOS Loire Vivante, 8 rue Crozatier, 43000 Le Puy, tel : 71 05 57 88.

ORLEANS : FORET MENACEE

La forêt domaniale d'Orléans, 33 000 hectares, la plus grande de France, est menacée par un projet d'autoroute qui relierait Orléans à Courtenay. Le maire socialiste d'Orléans plutôt favorable au projet, se trouve confronté à son adjoint à l'environnement, le Vert Bruno Duval, qui soutient les opposants. Une première manifestation a eu lieu le 7 octobre. Un résident de la région, secrétaire à l'environnement, n'a pour le moment pas fait connaître sa position.

PARIS : CONTRE LE PROJET LASER

Les Verts-Paris organisent une manifestation, avec de nombreuses autres associations, le samedi 25 novembre à 15 h, place des Innocents (Chatelet/Les Halles) contre le projet d'autoroutes souterraines (voir Silence précédent) et pour présenter des contre-propositions. Contacts : Les Verts Paris, 10 rue Bourgon, 75013 Paris, tel : (1) 45 65 98 09 ou FNAUT, 32 rue Raymond Losserand, 75014 Paris, tel : (1) 43 35 02 83.

ANRED : CRISE DU PERSONNEL

Le personnel de l'ANRED, Agence Nationale pour la Récupération et l'Elimination des Déchets, a lancé une bouteille à la mer en envoyant à toute la presse un communiqué glissé dans une bouteille. Si le budget d'intervention a doublé dans le budget 1990 du gouvernement, aucune embauche n'est prévue ce qui veut dire plus de moyens pour un personnel déjà débordé. Les salaires sont bas, ce qui a entraîné le départ de 40 % du personnel en 4 ans. Les salariés se félicitent de l'augmentation du budget d'intervention mais demandent une augmentation similaire du budget de fonctionnement. Contacts : ANRED, BP 406, 49004 Angers Cédex.

VOITURES CONTRE-PRODUCTIVES

Les Lyonnais perdent en moyenne 38 minutes par jour dans les embouteillages soit l'équivalent d'un mois de travail par an. Quand est-ce qu'on les remplace par quatre semaines tournantes de congés supplémentaires ? (source Tam-Tam).



Après l'assassinat de J.M.Tjibaou
Photo D.Zanda

KANAK

LE SUIVI DE MATIGNON

Début octobre, se sont tenues, à Paris, les réunions du Comité de suivi des Accords de Matignon, en présence des trois parties signataires. N'ayant guère confiance dans le gouvernement et pour faire admettre les accords à la base, le FLNKS avait lui-même demandé la création du Comité.

Selon des membres de la délégation FLNKS, le gouvernement n'a pas réellement tenu ses engagements pendant l'année d'administration directe et c'est pourquoi le FLNKS a réaffirmé quelques points essentiels.

D'abord sur l'amnistie : le gouvernement a promis qu'une loi serait votée à la session d'automne. Concernant le corps électoral qui doit voter pour le référendum local de 1998, on attend toujours le décret d'application de la mise en place du fichier informatisé. Du côté du FLNKS, on pense qu'il faudra convaincre d'ici là au moins 6000 électeurs supplémentaires en faveur de l'indépendance. Par ailleurs, les privilèges financiers des fonctionnaires n'ont pas été supprimés, ce qui ne facilite guère les mesures de décolonisation.

Les délégués FLNKS ont insisté sur certaines déviations des formations mises en place à Thouo et Lifou pour la remise à niveau des instituteurs de brousse. En fait, on y retrouve surtout des instituteurs qui ont déjà un niveau suffisant. Les programmes de ces stages, décidés à Nouméa, n'apportent pas de solutions aux problèmes concrets rencontrés en brousse.

La formation "400 cadres en 10 ans" annoncée à grands renforts de publicité par le gouvernement n'est guère satisfaisante puisqu'à leur retour les premiers stagiaires ont été déclarés "incompétents" par l'administration de Nouméa. Le FLNKS estime que les meilleurs cadres sont ceux qui suivent la filière normale des écoles supérieures.

Concernant le développement économique des provinces Nord et des Iles, il faut proposer des projets. Mais pour le FLNKS, il faut accélérer le rééquilibrage avec le Sud. Or rien n'avance dans ce sens. Les provinces FLNKS vont devoir payer des fonctionnaires en résidence à Nouméa parce que les bâtiments administratifs et les logements ne sont pas encore sortis de terre à Lifou ou Pointimié. L'ensemble des rouages économiques et de l'import-export est aux mains des Caldoches. Dans ces conditions, comment les Kanak vont-ils profiter du développement ? Par ailleurs, dans ce domaine, c'est souvent l'Etat qui décide à la place des Kanak.

Le FLNKS représente un symbole très fort pour le peuple kanak. Son prochain congrès aura lieu en décembre.

CB, CJ, Bruno BARRILLOT

Pour en savoir plus, il existe une lettre mensuelle "Kanaky Flash" dont l'abonnnement est à partir de 30 F pour un an.
"Kanaky Flash" c/o ALSDPK, CEP, BP 5006 69245 Lyon Cédex 05.

PHOTOGRAPHIES

SILENCE constitue actuellement un fond photographique pour améliorer la qualité des reportages dans les prochains numéros.

Vous disposez de belles photos chez vous sur l'un des sujets abordés dans ce journal, ne les laissez pas dormir unitilement !

Vous organisez une manifestation, vous nous envoyez un communiqué... Votre information sera beaucoup plus visible illustrée d'une photo.

Envoyez vos photos avec inscrit au dos ce que cela représente précisément, la date de la photo, le nom du photographe, son adresse et les conditions de publications (si possible "libre de droit").

SILENCE, 4 rue Bodin, 69001 Lyon

OPPORTUNISME

INDUSTRIES : LE VERNIS VERT

Après les lessives qui lavent plus blanc que blanc, les yaourts sans lait et les aliments pour animaux avec encore plus de viande et de protéines, les pauvres publicitaires ne savaient plus quoi inventer pour faire passer la marchandise de leurs clients.

La ferveur du public pour les questions de l'environnement a permis à de nombreuses firmes de se refaire une virginité écologique. Rappelez-vous la campagne fracassante de Bernard Tapie avec ses fameuses piles vertes : les "green power". Dans son dossier de presse, les dirigeants de Wonder argumentaient en affirmant que chaque année, 47 tonnes de mercure provenant de piles sont rejetées dans la nature française. Ce mercure provient à 87 % des piles alcalines dont les performances sont bien supérieures aux piles salines. C'est cette dernière technologie (certes moins polluante), développée depuis très longtemps, que Tapie a remise au goût du jour. Il n 'y avait aucun progrès technique réel mais seulement une bonne campagne publicitaire pour Tapie. Dès 1987, plus de huit millions d'unités ont été vendues malgré un prix plus élevé que la concurrence. Mais les industriels de la pile se sont engagés, d'ici à 1990, à diminuer de 70 % le taux de mercure dans les piles.

La vague verte des dernières élections européennes va venir au secours d'une catégorie socio-professionnelle qui cogitait dur pour trouver de nouveaux arguments de vente : les publicitaires.

Autre exemple, la société Johnson qui fabrique 80 millions d'aérosols par an (Plitz, Brise...). Depuis quinze ans, cette société n'utilisait plus de CFC nuisibles pour la couche d'ozone et n'en avait pas fait un argument publicitaire. Mais depuis un an et demi, les bombes Johnson portent une étiquette précisant "Aérosols sans gaz considéré comme nuisible pour l'ozone".

Toute une série de produits se sont mis "au vert" : lessives Le Chat sans phosphates, voitures "propres" chez Renault, et des produits qui n'ont rien d'écologiques mais qui utilisent l'argument de la nature pour essayer de mieux vendre : yahourts, produits de beauté, voitures, etc...

Sous la pression des opinions publiques, de nombreuses sociétés font de réels efforts pour offrir des produits plus écologiques. Le groupe suédois Electrolux a lancé une nouvelle gamme de réfrigérateurs dont la particularité est d'utiliser moitié moins de CFC que ceux des concurrents. La firme a investi plus d'une vingtaine de millions de francs pour obtenir ce résultat. Pour l'instant Electrolux ne s'est intéressé qu'aux systèmes d'isolation du froid et non pas aux circuits de réfrigération. Il y a donc une diminution de la quantité de CFC sans bouleversement technologique. Mais les responsables de la compagnie restent discrets sur cette innovation.

Dernière mode qui déferle sur l'hexagone : l'essence sans plomb. Dans les petites brochures distribuées par les pétroliers, on découvre que la majorité des véhicules construits depuis 1985 peuvent rouler avec une essence sans plomb. Mais derrière cette apparente bienveillance écologiste (slogan de Mobil : *"Si c'est bon pour la nature, c'est bon pour la voiture"* !) se dissimule un enjeu de 65 milliards de francs. Cette somme représente la moitié du marché pétrolier français détenu par les grandes surfaces. En arguant de la qualité spécifique des nouvelles essences (Optane, Premier, Super Green, Light, etc...), les pétroliers refusent de livrer les grandes surfaces sans contrat d'exclusivité. Pour proposer leurs essences aux prix les plus bas, les Leclerc, Mammouth ou Casino ne pourront plus faire jouer la concurrence entre les multinationales du pétrole. Nous allons retrouver le même conflit qui oppose les grandes surfaces et les distributeurs de certains produits pharmaceutiques qui refusent les circuits de la grande distribution.

Certains industriels proposent des produits écologiques alors



que personne ne leur demande rien. Saviez-vous que les couches-culottes pour bébés étaient dangereuses ? Selon une étude suédoise, le papier fluff entourant la couche est traité au chlore ce qui dégagerait de la dioxyne dans l'environnement. En Suède et en Norvège, les couches traitées au chlore sont désormais interdites. Même si aucun accident n'est encore à déplorer, les industriels ont préféré devancer le public. Un industriel d'Arnas (Rhône), La Rochette, teste une gamme de couches dont "la pulpe respecte l'environnement". Dans la foulée, l'emballage est devenu vert et il est réalisé en carton recyclé. Normal, La Rochette est d'abord un producteur d'emballages en carton.

Les industriels, s'ils veulent ne pas rater le marché de l'écolo-business, restent néanmoins prudents car trois arguments tempèrent leur "enthousiasme" pour l'écologie.

Premièrement, l'engouement du public pour l'écologie repose sur une information plus importante. Les consommateurs savent que la pollution menace leur avenir mais l'identification des causes n'est pas encore bien établie. Faire trop d'information sur des produits écologiques" risquerait de braquer les acheteurs contre toute une série de produits et de provoquer un rejet pur et simple. Ainsi, le groupe Henkel qui produit la lessive Le Chat sans phosphates continue à maintenir ces mêmes phosphates dans ses produits Mir Express ou Super Croix. Une campagne trop virulente pourrait nuire à ses autres produits polluants.

Dans le même genre, la campagne de Rhône-Poulenc *"Il ne faut pas prendre les verts pour des bleus"* (qui a coûté 6,5 millions de francs) visait à jeter le doute sur la nocivité réelle des phosphates dans les cours d'eau. Chaque jour, Rhône-Poulenc a enregistré 300 appels du public pour plus d'informations. Il n'en fallait pas plus pour jeter le trouble : les phosphates des lessives sont-ils vraiment la cause du dépérissement des rivières ? La solution préconisée par Rhône-Poulenc consiste à traiter les phosphates après usage dans des stations d'épuration des communes. Pourquoi après usage et pas simplement en supprimant les phosphates dès l'origine dans les lessives ? Simplement parce que Rhône-Poulenc possède l'exclusivité du procédé de déphosphatisation dans les stations d'épuration.

Deuxième argument : les industriels savent que tôt ou tard, les gouvernements finiront par imposer des produits nouveaux et des normes nouvelles. Pour l'instant, il s'agit de continuer à amortir les produits existants mais de se préparer pour le jour où les réglements seront plus contraignants. Les décisions gouvernementales relayées par les médias permettront d'avoir un impact plus grand auprès du public. Sortir un produit "propre" trop vite c'est courir le risque d'un échec commercial à cause d'un public peu sensibilisé.

Dernier argument, certainement le plus important, le risque de voir le public s'intéresser de plus près aux conditions de production. Si les consommateurs s'intéressent de trop près à l'écologie, ils risquent de réaliser rapidement que les processus de production sont souvent plus pollueurs et plus nocifs que les produits qui sortent des usines. Ce ne sont plus quelques produits qui seront alors rejetés (un nouvel emballage, un nouveau nom et le produit est remis sur le marché) mais des pans entiers de l'industrie. Une remise en cause plus globale du système de production pourrait apparaître.

Le développement de l'écologie, s'il représente de nouveaux débouchés pour des industriels en mal de se renouveler, est aussi une menace pour le système capitaliste qui risque de ne pouvoir simultanément éliminer les déchets produits et répondre à la demande croissante de la qualité de vie.

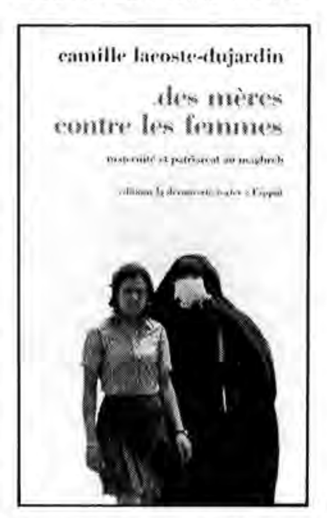
Ibrahim CARBONARE

LIVRES

DES MERES CONTRE LES FEMMES

Maternité et patriarcat au Maghreb
De Camille Lacoste-Desjardin
Ed La Découverte - 1986 - 260 pages - 120 F

Camille Lacoste-Desjardin est ethnologue et a publié de nombreux travaux sur les populations berbères. Dans ce livre, elle analyse les mécanismes qui maintiennent la soumission des femmes dans la culture arabo-berbère. Nous découvrons que les femmes sont l'élément moteur de la reproduction du patriarcat et de la domination masculine. Mais pas n'importe quelles femmes : les mères contre les filles ! D'où le titre de l'ouvrage.
Dès la naissance, la ségrégation commence : *"L'arrivée d'une fille en Algérie se fait dans le silence. L'accoucheuse constate le sexe de la fille par des assimilations peu flatteuses "C'est un navet" à Tlemcen, ou "une citrouille" à Constantine, "un cloporte" à Saïda. Pour les femmes présentes, c'est la consternation. L'accoucheuse elle-même est affligée lorsqu'elle n'a aidé qu'à la naissance de filles"*. En effet, la fille est vécue comme un poids par le lignage. Elle ne vient pas le renforcer puisque le jour de son mariage, elle partira dans celui de son mari. Dès lors, il s'agit de "dresser" la fille car la crainte qu'elle perde sa virginité avant son mariage, ce qui détruirait l'honneur du groupe, obsède la mère. Dès lors, elle apprendra à être une femme docile et respectueuse pendant que ses frères seront chouchoutés et auront appris à exprimer leur virilité. Après son mariage, elle passera sous le joug de sa belle-mère, c'est à ce moment que tout bascule pour elle ou plutôt que tout recommence ! Le seul moyen de valorisation sociale dont elle dispose : avoir des fils, car de ce fait, ils la feront passer dans le camp des dominateurs en lui apportant plus tard des belles-filles.
Camille Lacoste Dujardin analyse aussi les contre-pouvoirs dont disposent les femmes sur le monde masculin : relations privilégiées des mères avec leurs fils aux dépends des belles filles, influences indirectes sur les décisions politiques et économiques (elle cite l'exemple d'un mariage où les femmes critiquent les hommes et les dirigeants politiques locaux, à travers leurs chants et leurs danses), maîtrise de la sexualité pour excercer un contrôle sur leur mari, détention de pouvoirs magiques dans la société traditionnelle...
Dans un monde où les relations entre les deux sexes sont si cloisonnées, les perspectives d'évolution ne sont pas fameuses. Les impératifs économiques modernes n'ont guère fait évoluer la situation du couple dans les



pays du Maghreb. L'exode rural a même détérioré la situation des femmes en les cantonnant dans les logements exigüs des villes et en les confinant aux tâches ménagères les plus rébarbatives, alors que dans les villages, les familles sont moins réticentes à laisser sortir leurs filles.
Vous pouvez aussi vous rendre compte de la situation de la femme et du couple dans les pays méditerrannéens et en particulier dans le monde arabe en lisant le roman de Tahar Ben Jelloun "L'enfant de sable" ou en allant voir le film "Noce en Galillée" qui a en plus le mérite de se découler dans les territoires occupés par l'armée israélienne. H.P.

BOSCOVITCH ET LA PORTE DU GRAND MHOI

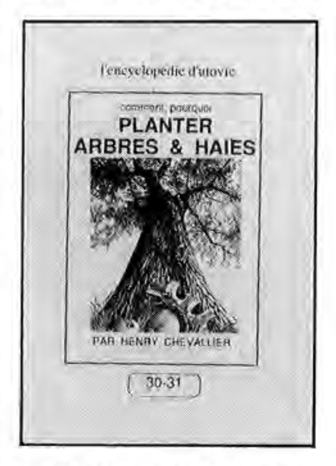
Bandes Dessinées
3 récits fantastiques d'Antonio Cossu
Ed. Dupuis - 48 pages

Dans les combles du "Molosse Museum", univers un rien lugubre, le magasinier-gestionnaire tristounet Boskovitch classe les "sous-œuvres d'art" qui viennent échouer là, dans une ville improbable, à moitié désaffectée. On lui confie un bloc de pierre muet. Mais l'analyse aux rayons revèle que bloc contient le corps d'un être étrange... Ainsi débute le premier de ces courts récits fantastiques signés Cossu. Un extraordinaire conte de fées.
Cossu provoque parfois, presque par courtoisie envers le lecteur, telle figure connue, tel thème aisément identifiable : prétextes au déploiement de ses univers oniriques. Un monde où s'affiche avec force son rejet absolu de la grisaille broyeuse de rêves à laquelle il semble avoir définitivement voué le réel.
Dilatés dans un imaginaire très singulier, les thèmes qui affleurent dans cet album avec une candeur et une naïveté émouvantes (désir de liberté, de fusion et de bonheur, solitude, quotidienneté, nostalgie de l'enfance...) lui confèrent poésie et contenu.
Les rêves d'Antonio Cossu foisonnent d'êtres volatils tantôt cocasses, tantôt peu rassurants, de pantins voltigeurs, de farfadets grimaçants, de naïfs personnages qui sont les reflets de nos frayeurs enfantines et ne vivent que "pour engendrer le bonheur". On l'aura compris, l'auteur ne se prive pas de puiser largement dans l'imaginaire enfantin, ou plutôt dans l'idée que peut s'en faire un vieil enfant, qui, à tout prendre, préfère choisir de croire encore au Père Noël, faute de mieux.
Ces trois histoires se moquent tout-à-fait des modes et des concessions. Suffiront-elles par leur fantaisie étrange mais grave, à réveiller en vous l'enfant qui sommeille dans les replis de la mémoire ? A mettre entre toutes les mains.
F.M.R. et J.M.Borel.

PLANTER ARBRES ET HAIES

Par Henry Chevallier
Ed. Utovie
64 pages - 1989 - 36 F

La destruction des haies et des forêts a de tout temps eut des répercussions catastrophiques allant jusqu'à la disparition de certaines civilisations, l'érosion des sols étant souvent irréversible. Autres conséquences de la disparition des arbres : les

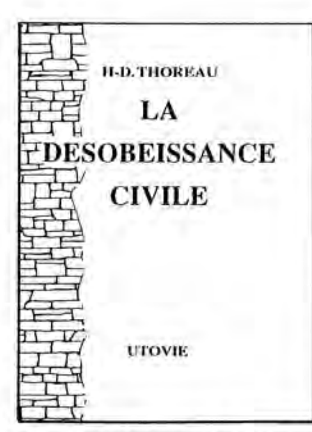


crues dévastatrices, la modification des climats, la baisse des rendements agricoles...
Si les pays les plus touchés aujourd'hui sont ceux du Tiers-Monde, les sécheresses et les inondations actuelles en Europe sont un signal d'alarme évident. Ce petit ouvrage ouvre les pistes nécessaires pour reconstituer ce maillage protecteur contre la désertification. Si vous êtes propriétaires de terrains ayant subi les dégâts du remembrement, vous trouverez dans ce livre tout ce qu'il faut pour reconstituer des haies harmonieuses.
M.B.

LA DESOBEISSANCE CIVILE

de H.D. Thoreau - Ed. Utovie - 64 pages - 1989 - 36 F

Ce manifeste philosophique qui remonte à 1850 a été à la base de la réflexion de la plupart des grands penseurs non-violents. *"Une minorité est sans pouvoir tant qu'elle se conforme à la majorité ; mais elle est irresistible lorsqu'elle fait obstruction de tout son poids"*. *"Il n'est pas souhaitable de cultiver le même respect pour la loi et pour le bien. La seule obligation que je dois assumer est de faire à tout moment ce que j'estime juste"*. Thoreau

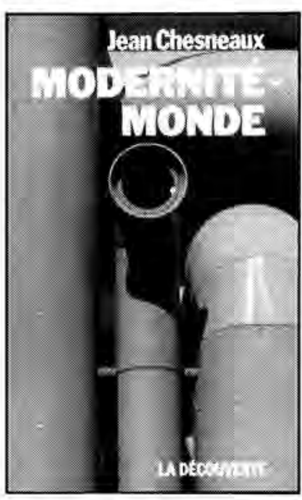


ne se définit pas comme anarchiste dans la mesure où il ne souhaite pas la disparition immédiate de l'Etat. Il préfère s'attaquer d'abord à ce qui lui paraît le plus choquant : l'obéissance dont le sommet est atteint par les soldats allant à la guerre, l'argent qui sape la moralité. Il prône le refus de payer les impôts pour des choix que l'on n'a pas faits. Il jette déjà les bases de l'action non-violente moderne. Une référence. M.B.

MODERNITE MONDE

De Jean Chesneaux
Ed. La Découverte
1989 - 230 pages - 98 F

Après un livre sur la modernité en France, Jean Chesneaux enfonce ici le clou en montrant que la machine infernale déjà pressentie depuis longtemps par des auteurs comme Jules Verne ou Orwell est maintenant partout et nous dicte nos comportements dans une société de plus en plus irresponsable. "*L'instantané, dans notre monde de la modernité, est devenu un véritable impératif moral. L'urgence devient une idéologie*". Les fast-food se généralisent, nous vivons en "hors-sol" (comme les cartes SNCF qui tracent des lignes droites ne mentionnant plus les montagnes, les rivières..)
"*Les adultes programment fébrilement leur temps "hors-travail" (...) ils ont déjà une peur panique du temps réellement "libre"*". Les athlètes symboles gagnent des millièmes de secondes capables d'enflammer l'esprit de milliards de télespectateurs. Tout se voit, s'achète, se consomme et bien sûr se jette... Et lorsque nous sentons enfin les besoins de notre corps, notre pensée flotte, incapable de trouver les mots : je me sens "tout chose", on se remet en cause "quelque part". A la profusion de l'argent se heurte la pauvreté de nos sentiments. "*Ainsi se déconstruit et se dilue le vécu du monde, le fonds commun qui unit entre elles les personnes sans qu'il soit besoin de l'expliciter*". Ce phénomène est mondial même si les femmes semblent moins participer à cette idéologie.
Et la pauvreté dans tout ça ? Il n'y a plus de pays riches et de pays pauvres, mais des centres riches dispersés dans le Nord et dans le Sud avec tout autour l'immense pauvreté. En imitant les pays riches, les pays du tiers-monde reproduisent le schéma de notre modernité et ceci à un prix, la dette, de plus en plus lourde à supporter. Une modernité qui n'est pas reproductible pour tous à cause des pollutions engendrées et de l'épuisement des ressources. Que peuvent alors faire les états devant ce développement qui semble inéluctable ? "*Les Etats "naviguent à vue" entre les facilités de la dérégulation et les exigences du corps social qui cherche à résister aux effets déstabilisants de la mondialisation économique*". Les Etats socialistes ne résistant pas mieux à cette poussée.



Jean Chesneaux dénonce les lieux de culte de la modernité : Beaubourg, Kourou, une certaine vision de l'informatique... et toutes les nouvelles technologies que l'on accepte au nom du progrès sans se soucier un instant des problèmes éthiques. Tout ceci conduit à la régression de l'individu dont les rapports sexuels sont traduits par le "Minitel Rose", la musique par un "ingénieur du son", les efforts par les retransmissions sportives à la télé... et dont le langage s'appauvrit pour atteindre celui d'un ordinateur. Nous ne cherchons plus à résoudre les problèmes mais à "*glisser dessus*". L'auteur cite Jean-Marie Tjibaou : "*Il y a bien longtemps que les Occidentaux se sont mis à tripoter le monde !*".
Tout ceci se traduit par la perte de crédibilité des systèmes politiques, des appareils syndicaux. Des poches de résistances apparaissent heureusement. Comme la campagne de refus du recensement informatique en Allemagne, comme l'arrêt des programmes nucléaires dans de nombreux pays - pas la France - et bien sûr la montée en force des mouvements "Verts". Ces résistances traduisent l'échec de cette modernité qui ne sait comment gérer les dégâts qu'elle occasionne : de la défaillance technique à la destruction de la couche d'ozone en passant par Bhopal et Tchernobyl. Mais saurons-nous nous dégager de cet "accablement" ou bien n'y a-t-il "no future" comme disent les punks ? Jean Chesneaux se garde bien de répondre. Il conclut son livre par une série de questions sur le progrès, la technique, les pressions de l'économie, les possibilités de prolongement de la crise, les résistances collectives possibles, notre choix de vie personnelle, notre poids face au macro-social, les relations mondiales, le temps qu'il reste pour réagir, pour désamorcer les bombes à retardement, la possibilité d'éveiller les consciences. Plutôt que "penser globalement, agir localement", il pose la question de penser et d'agir à la fois localement et globalement. Est-ce possible ? Un livre qui aborde la philosophie de la vie de manière accessible. M.B.

SPECIAL ENFANTS

LES TROIS COSMONAUTES

de Eugenio Carmi et Umberto Eco - Ed Grasset Jeunesse - 1989 - 68 F
Traduction de Isabelle Frèze
Un voyage spatial sur Mars, avec trois fusées qui partent d'endroits différents. Un Chinois, un Américain, un Russe qui ne s'aimaient pas car ils ne se comprenaient pas. Jusqu'au moment où, par peur, ils s'exclament "maman !" en rencontrant un martien. Ils étaient donc très proches en ayant le même sentiment.

LA BOMBE DU GENERAL

de Eugénio Carmi et Umberto Eco - Ed. Grasset Jeunesse - 1989 - 68 F
Traduction de Isabelle Frèze
Un général qui veut faire la guerre, ça n'existe pas ! Eh bien si ! Comme beaucoup d'autres mais celui-ci veut la faire avec des bombes atomiques. Les seuls qui réagiront seront les atomes qui en s'échappant transforment les bombes en vases à fleurs. Les gens sont contents, le général est licencié...

ÇA COINCE

Texte de Pef, Ill. de Benoit Dechelle
Ed. Le Mascaret - 1986 -95 F
Beaucoup d'animaux encadrés dans des positions désopilantes : baleine, zèbre, wapiti, poissons, rhinocéros, souris... Avec un Zébu qui dit "Ze peux me tromper mais z'il me semble...". Couleurs vives et dessins caricaturaux.

UN CRI DANS LA BROUSSE

de Toshi Yoshida (Japon) . Ed. L'école des loisirs - 1989 - 78 F - Traduit par Susan Matsui et Isabelle Reinharg.
Sur un dessin fabuleux, un texte expliquant la vie des éléphants jusqu'à la mort du mâle tué par un chasseur d'ivoire. Il existe d'autres livres du même auteur dans la même édition.

LA GRENOUILLE
LE HERISSON
LA TAUPE
LE ROUGE-GORGE

de Benoit Dechelle
Ed. Le Mascaret - 1988
35 F le petit livre.
Pour chaque animal, un petit livre qui nous raconte ce qu'il mange et par qui il est mangé, avec des images très vivantes sans texte. Ainsi, pour le rouge-gorge, le chat est son prédateur, la chenille son plat favori. Pour le hérisson, son principal prédateur est le blaireau mais aussi la voiture... Les chaînes alimentaires dans tous leurs états pour préparer les enfants à la nature, d'une façon humoristique.

Ch.G.

ENERGIES

URSS : ECONOMIES D'ENERGIE POSSIBLES

Actuellement le débat sur l'énergie bat son plein en URSS, à la suite de la remise en cause du programme nucléaire, Tchernobyl oblige. Alors que les officiels pensent plutôt moyens de production, l'association Ecologie et Paix met l'accent sur les énormes possibilités d'économies d'énergie : la qualité de l'isolation est de trois à cinq fois inférieure aux normes en vigueur en Occident. (source Politis)

RFA : PROGRAMME EOLIEN AMBITIEUX

Le gouvernement ouest-allemand a annoncé le lancement d'un programme à grande échelle d'énergie éolienne avec cinquante installations au bord de la Mer du Nord d'une puissance totale de 100 mégawatts. Le coût estimé est de 1,6 milliards de francs dont 0,4 seront pris en charge par le Ministère de la Recherche.

EOLIENNES CONTRE EFFET DE SERRE

Selon le journal Windnews, chaque kilowattheure produit par le vent évite le rejet de 670 grammes de gaz carbonique (par rapport au gaz naturel). (source Tam-Tam)

EFFICACITE ENERGETIQUE

Selon le Roky Mountain Institute (RMI), *"chaque dollar investi dans l'efficacité énergétique est sept fois plus efficace"* en terme de limitation des émissions de gaz carbonique que l'investissement dans le nucléaire. Si l'on construisait pendant 50 ans aux USA, des immeubles "efficaces" avec les techniques connues aujourd'hui, cela permettrait d'économiser 85 centrales nucléaires sur cette période et de fermer deux pipe-lines venant de l'Alaska. Si la consommation des voitures était diminuée de moitié, ce qui est possible, cela permettrait aux USA de ne plus importer du tout de pétrole.
Alors que dans les années 50, les compagnies américaines d'électricité distribuaient des ampoules pour augmenter la consommation, elles distribuent aujourd'hui des ampoules économes pour éviter d'avoir à construire de nouvelles centrales qui s'avèrent non rentables.
Didier HERVO.

DEMAIN LES VOITURES ELECTRIQUES

L'usage de la voiture électrique, solaire ou non, pourrait se généraliser très vite si l'on regarde les statistiques : 50 % des voitures font moins de 10 km par jour, 90 % moins de 50 km par jour... ce qui laisse largement le temps de procéder au rechargement des batteries du véhicule. Actuellement des voitures circulent déjà en Suisse, en RFA, en Suède...

CUN DU LARZAC : ELECTRIFICATION EOLIENNE

Le Cun du Larzac avait lancé début mai 89 une souscription pour financer un projet d'électrification de son centre d'accueil par énergies renouvelables. Cette souscription a maintenant atteint la somme nécessaire au surplus d'investissement énergies renouvelables/EDF ; le choix final des énergies renouvelables est donc désormais acquis. Nous sommes heureux d'avoir réussi à tenir ce pari grâce à tous ceux et celles parmi vous qui nous ont aidés.
Mais il reste maintenant à trouver l'autre partie du financement pour permettre de couvrir la totalité des coûts de l'installation (300 000 F). Ainsi la souscription continue ! Et les travaux sont prévus cet hiver... afin de pouvoir inaugurer l'électricité à notre prochaine AG en mars 90. Renseignements : Cun du Larzac, 12100 Millau, tel : 65 60 62 33.

PARIS : EXPOSITION SUR LE SOLAIRE PHOTOVOLTAIQUE

Une exposition se déroulera en décembre et janvier à la Salle d'Actualité de la Cité des Sciences de la Vilette sur le thème du solaire photovoltaïque. C'est gratuit et le résumé des panneaux est disponible, également gratuitement.

TELEVISION : CONSOMMATION DIVISEE PAR 100

En 1960, une télévision avait une puissance de 500 W, en 1990, elle n'est plus que de 50 W, en 1995, elle ne devrait plus être que de 5 W. Soit une réduction de 99 % de la consommation électrique réalisée dans un domaine où la compétition est vive : si les mêmes efforts étaient faits dans tous les domaines, on se demande bien à quoi serviraient nos centrales nucléaires.

SANTE

RFA : TOURISME MEDICAL

Il fallait y penser : en RFA où les remboursements de soins sont limités, il coûte parfois moins cher d'aller se faire soigner à l'étranger. Des compagnies de tourisme aux noms évocateurs : Médictours, Voyageur Sain... proposent des voyages en Yougoslavie pour la chirurgie esthétique, la Hongrie pour les dents, l'URSS pour les yeux... Cela coûte moins cher, voyage compris, que de se soigner en RFA. Enfin des Allemands qui passent à l'Est ! (L'impatient).

PLAINTE CONTRE LE PROFESSEUR BELJANSKI

Le professeur Mirko Beljanski est poursuivi pour exercice illégal de la médecine après la publication de son livre "La santé confisquée" où il révèle avoir mis au point un produit provoquant une rémission du mal dans le cas du SIDA. Chercheur en biologie moléculaire à l'Institut Pasteur pendant trente ans, il devait en être écarté en 1978. Pendant 10 ans, il a poursuivi ses recherches à la pharmacie de Châtenay-Malabry puis dans un laboratoire privé financé par une association de malades.
S'il convient de rester extrêmement prudent sur les possibilités offertes par ce chercheur (on se souvient des affaires de la mémoires de l'eau puis de la fusion à froid), cette plainte issue du Garde des Sceaux sur demande du Ministre de la Santé pose une nouvelle fois le problème de la liberté de recherche face à la médecine spectacle traditionnelle.

BAVURES MEDICAMENTEUSES

7,5 % des hospitalisations sont dues aux prescriptions médicamenteuses. Pour 35 % des cas, il s'agit d'une erreur du médecin, dans 20 % du non respect de l'ordonnance, dans 10 % d'une erreur du pharmacien... Principales victimes : les femmes âgées, les personnes allergiques, les handicapés. (source l'Impatient).

NAITRE ET RENAITRE

Suite au forum "Naître et renaître" de mars 88 à Lyon, un livre de 250 pages vient d'être réalisé pour permettre à chaque lecteur de prendre plus de recul par rapport à cet événement car 'naître à la vie, ce n'est pas l'affaire d'un seul jour, d'une seule période de l'existence". L'occasion de découvrir qu'il y a toujours "une nouvelle vie de l'autre côté du tunnel". Le livre est disponible contre 120 F franco à Réseau Santé, 15 rue J.B. Say, 69001 Lyon, tel : 78 27 17 16.

TIERS-MONDE

PAS UN SOU POUR LE PARIS-DAKAR

(1) Campagne Pa'Dak, Terre des Hommes, 4 rue Franklin, 93200 St-Denis, tel : (1) 48 09 09 76
(2) Voir Silence n° 118/119
(3) Voir Silence Hors-Série "Rallye Paris-Dakar, Pas d'accord" -

Le 25 décembre prochain, le rallye Paris-Dakar s'élancera pour la 11ème fois à l'assaut de l'Afrique. Il partira de Paris pour faire étape à Lyon et Marseille... puis il passera par la Lybie et le Tchad... Exaltation de la vitesse, de la victoire de l'écurie la plus riche, image d'un désert aseptisé, d'une population locale présentée comme passive alors que le Blanc dominateur débarque en conquérant, ce rallye est aux antipodes des valeurs que défendent et mettent en œuvre les associations tiers-mondistes, non-violentes et écologistes. Six associations nationales, Terre des Hommes, Nature & Progrès, Agir Ici, Emmaüs International, Peuples Solidaires et Artisans du Monde, ont décidé de s'unir pour lancer une campagne 89-90 basée sur la dénonciation des financements publics du rallye (1).

Les opposants au rallye ont obtenu une victoire symbolique : le remboursement d'une subvention d'un Conseil Général. Une décision qui pourrait faire tache d'huile...

(4) R. Bambuck, Secrétaire d'Etat de la Jeunesse et des Sports, 78 rue Olivier de Serres 75739 Paris Cédex 15.

Cette année, le tribunal administratif de Lyon a reconnu le bien fondé de la plainte des Verts contre le versement d'une subvention de 100 000 F par le Conseil Général du Rhône à un équipage en 1985 et a ordonné le remboursement de cette somme (2). A partir de cet exemple, le collectif lance une campagne pour que des groupes locaux aillent éplucher les comptes des finances publiques et ainsi relever d'autres exemples de financements illicites. Des procès pourraient alors servir de tribunes médiatiques pour mettre clairement à jour les pratiques financières de cette course très particulière.

Le budget de la course a pu être estimé entre 250 et 500 millions de francs (3). Une bonne partie des équipages reçoivent de l'argent de communes, de départements, de régions. Pour que cette subvention soit légale, il faut nécessairement que cet argent ait des retombées claires en fonction d'un contrat précis : l'argent ne peut être donné sans justification. La plupart du temps, c'est pourtant le cas. On peut espérer qu'après un certain nombre de procès, l'affaire ait fait suffisamment de bruit pour que ces sponsors très particuliers se retirent de la compétition... On peut même espérer aller plus loin en s'attaquant au plus gros sponsor de la course : l'armée, qui anime gratuitement les retransmissions et la grosse intendance sous prétexte que cela lui permet de tester son nouveau matériel. D'autres sponsors comme l'Education Nationale (opération "Pain dans les Ecoles"), les PTT et Jeunes et Sports (opération "Carte Jeune"), etc... ont apporté de l'argent à cette course.

Le collectif propose tout de suite une campagne de lettres auprès du Ministre des sports, Roger Bambuck (4), pour lui demander de veiller à ce qu'aucuns fonds publics ne soient dépensés à cette occasion. Il est important de se mobiliser sur ce symbole d'indécence afin d'éviter une multiplication des courses de genre qui détruisent aussi bien les lieux habitables que les derniers espaces vierges de la planète, qui méprisent l'individu et les valeurs qui nous sont chères.

Michel BERNARD



CAMPAGNE BIOTECHNOLOGIES

Du sucre, du cacao, de la vanille produits en usine. Des animaux brevetés. Tout cela s'appelle biotechnologies. Jusqu'où ira cette science et au bénéfice de qui ? Ce débat d'experts doit devenir public. "Agir ici" vous demande votre participation.

Les biotechnologies sont l'ensemble des techniques qui permettent de transformer des organismes vivants, d'origine végétale ou animale. Le brassage de la bière (inventé 2000 ans avant notre ère) ou l'incorporation d'un gène étranger dans une semence ou dans une bactérie sont des biotechnologies. Le développement de cette science est considérable : de l'amélioration des plantes à la production de molécules à des fins pharmaceutiques par des microorganismes jusqu'au génie génétique (incorporation de gènes étrangers dans un organisme vivant). Les enjeux économiques sont énormes.

L'agriculture, la production de médicaments du 21ème siècle seront liées au développement de ces biotechnologies. Pourtant, ce progrès risque de creuser encore le fossé entre ceux qui sont intégrés au système économique mondial et ceux qui en sont exclus. La majorité des habitants du Sud seront de plus en plus marginalisés par des techniques qui sont très coûteuses.

Ce sont donc des secteurs vitaux pour l'avenir de l'humanité qui sont concernés (alimentation, santé). Les peuples du tiers-monde vont-ils bénéficier de cette révolution technologique ? Quelles garanties obtiendront-ils pour disposer d'un accès facile à ces recherches ?

Une directive européenne doit être discutée cet automne par les ministres de l'Industrie européens puis par les députés. Le texte sera soumis au vote des ministres début 1990. Cette directive (c'est-à-dire un texte européen que les Etats membres sont dans l'obligation de transcrire dans leurs légilsations respectives) sous sa forme actuelle, fait la part trop belle aux industries européennes au détriment des intérêts de nombreux acteurs de notre société (petits agriculteurs du Nord et du Sud, petites entreprises d'amélioration des plantes...).

Des questions éthiques fondamentales se posent avant de s'engager dans un tel processus. Qui peut devenir propriétaire de la matière vivante ? Des gènes existant dans la nature transformés par l'homme peuvent-ils devenir la propriété privée d'une firme ? Fin 89, début 90, la

QUI CONTROLE ?

Les firmes agrochimiques (semences, engrais, pesticides) et pharmaceutiques contrôlent une partie de la recherche et le marché. Initialement, ce sont principalement les laboratoires de recherche fondamentale (biologie moléculaire) qui ont fait progresser la biotechnologie. Mais dès 1985, aux Etats-Unis, ce sont les firmes qui ont obtenu 80 % des brevets délivrés liés aux biotechnologies. Quelques petites sociétés très spécialisées ont réussi à se faire une place sur le marché, mais elles sont loin derrière les poids lourds que représentent Sandoz (Suisse), Cargill (E.U.), Bayer (RFA), Du Pont (E.U.), Hoechst (RFA), Rhône-Poulenc (France), BASF (RFA), Monsanto (E.U.), Nestlé (Suisse)... Les grandes firmes dépensent chacune plus d'un milliard de francs par jour pour la recherche dans ce domaine.

Communauté européenne, placée actuellement sous la présidence de la France, décidera si elle autorise ou non le brevetage des organismes vivants issus de la biotechnologie. Cela signifiera la privatisation de matériel vivant, y compris - le cas échéant - de cellules humaines.

Des alternatives peuvent être proposées afin de contrôler l'impact des biotechnologies sur les pays du Sud. La première consisterait à renforcer les capacités locales par une garantie d'accès aux ressources génétiques. Des efforts en ce sens ont été entrepris au sein de la FAO, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Il faudrait renforcer les centres de recherche publics, seul mécanisme capable de renverser la tendance actuelle à la privatisation des biotechnologies. Dans le même sens, la création de centre internationaux garantirait l'adaptation des biotechnologies aux besoins des pays du Sud. Il faut favoriser le développement de programmes nationaux sur les biotechnologies dans les pays du tiers-monde comme actuellement en Argentine, en Inde, au Brésil, à Cuba, aux Philippines, etc... Des expériences très intéressantes sont menées dans plusieurs pays, notamment le Mexique où l'Institut d'Ecologie de Durango et la population collaborent à un projet de conservation des ressources génétiques régionales et d'amélioration des plantes. Il faut également prévoir une réglementation adéquate qui protège les pays du Sud contre l'accaparement de leurs ressources génétiques par des firmes étrangères et pour l'accès garanti aux découvertes incorporant des gènes venant des pays du Sud ou utiles à la satisfaction des besoins fondamentaux (agriculture, santé).

C'est en raison des problèmes éthiques et des conséquences possibles sur les pays du tiers-monde que les signataires de l'appel Agir Ici (1) vous demandent aujourd'hui d'intervenir dans ce débat méconnu du public.

Anne-Sophie BOISGALLAIS

MODELE DE LETTRE

"Monsieur le Président de la République, Palais de l'Elysée, 55 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris,

Monsieur le Président,
En votre personne, la France occupe actuellement la présidence du Conseil Européen. Nous savons l'importance de cette fonction et combien votre rôle peut être décisif. Ainsi je vous adresse un appel pressant au sujet de décisions que vous serz amené à prendre sur la directive européenne concernant "la protection légale des inventions biotechnologiques".
Je pense que cette directive, rédigée trop hâtivement, ne sert que les intérêts des firmes engagées dans la compétition pour la maîtrise des biotechnologies. Son adoption dans sa forme actuelle, risquerait de soumettre la totalité du matériel génétique existant et son utilisation à la seule loi de la propriété privée et des intérêts commerciaux. Elle risquerait de priver les pays du tiers-monde, pourtant principal berceau des ressources génétiques, de l'accès à cet héritage commun de l'humanité.
De plus elle néglige les problèmes éthiques posés par la question de la brevetabilité du vivant, auxquels vous êtes sensibles. Je vous demande donc que la directive proposée ne soit pas votée et qu'une étude approfondie sur cette question soit engagée sans tarder.
J'espère que vous transmettrez mes inquiétudes aux autres chefs de gouvernements et que celles-ci seront prises en compte dans vos délibérations. Veuillez..."



(1) Agir Ici, 185 rue de Charonne, 75011 Paris, tel : (1) 43 73 53 55. Voir présentation dans Silence n°105.

NUCLEAIRE

PETITE PHRASE

D'Adolf Ogi, ministre suisse de l'Industrie, pro-nucléaire, dans "Le Courrier" du 18 septembre 1989, à propos du surgénérateur de Creys-Malville : "*Je prie vraiment tous les matins pour que rien ne se passe...*" (source Revue de la tempresse).

LE PLUTONIUM SUR NOS TETES

Le satellite américain Galileo qui doit explorer Jupiter après un voyage de huit ans ne fonctionne pas à l'énergie solaire comme beaucoup de satellites mais au plutonium. Envoyé mi-octobre dans l'atmosphère, il prendra de la vitesse en effectuant entre 1990 et 1992 deux allers-retours entre la Terre et la Lune. A chaque passage, il profitera de l'attraction terrestre et lunaire pour gagner de la vitesse. Si une défaillance technique avait lieu à ce moment là, il pourrait exploser au contact de l'atmosphère et libérer ses 20 kilos de plutonium... dont un millionième de gramme peut provoquer un cancer. Suspense jusqu'en 1992.

EUROPE : VERS L'INTERDICTION DE L'IONISATION DES ALIMENTS ?

Le 11 octobre, le Parlement Européen a adopté le rapport de la commission environnement demandant l'interdiction du traitement par irradiation des denrées alimentaires à partir du 31 décembre 1992. Ce rapport a été voté par 263 voix pour, 66 contre et 10 abstentions. Il prévoit des exceptions pour les épices, les condiments et les herbes aromatiques. Au cours du débat, Mrs Schwartzenberg et Bombard, tous les deux socialistes, sont intervenus pour défendre le procédé en prétextant qu'il n'existait pas d'autres remèdes moyens pour détruire certains germes comme le Listéria pour les poulets.

URSS : LE NUCLEAIRE CREE DES CIMETIERES

Une ville s'appelant "ville n°N" située au bord d'une grande rivière, reliée à la transsibérienne par une seule route, fondée il y a plus de trente ans, complètement isolée de l'extérieur par des barbelés, non répertoriée sur les cartes officielles ? Dernier film de science-fiction ? Non, c'est une ville stratégique : la ville où l'on fabrique l'enrichissement de l'uranium pour les barres de combustibles des centrales d'URSS. Elle se caractérise aussi par la présence de deux cimetières et un âge de mortalité record : on y meurt en moyenne à 33 ans. Cette information a été révélée dans la Pravda. (source Science-et-Vie).

USA : CONTESTATION DIFFICILE

Quatre travailleurs de centre nucléaire militaire américain, qui s'inquiétaient des répercussions de certaines pratiques sur l'environnement, ont été contraints de suivre des traitements psychiatriques, des rétrogradations et évidemment de multiples pressions. Depuis l'assassinat de Karen Silkwood, les méthodes n'ont guère changé. (source Science-et-Vie).

ESPAGNE : CATASTROPHE EVITEE DE JUSTESSE

Un incendie a éclaté le 19 octobre à 21h39 dans un alternateur de la centrale nucléaire de Vandellos près de Tarragone (nord-est de l'Espagne). 12 tonnes d'huile ont brûlé. Les pompiers ont mis cinq heures à maîtriser l'incendie. 4000 mètres cubes d'eau ont été nécessaires pour arrêter le désastre. Ils ont dû noyer les deux circuits d'arrêt et de secours qui se trouvent dans les sous-sols de la centrale qui alimentent les quatre "turbo-soufflantes" permettant le refroidissement du réacteur. Deux de ces circuits ont résisté et le réacteur ne s'est pas emballé. Le réacteur va devoir être vérifié pendant plusieurs mois. Cette centrale est construite selon les plans de St-Laurent dont les réacteurs devraient être arrêtés définitivement en 1990. Le Conseil Espagnol de Sécurité nucléaire a estimé qu'il s'agit "du plus grave accident" jamais survenu dans le parc électronucléaire du pays. Une délégation d'EDF, actionnaire à 25 % dans la centrale, s'est rendue sur place le 2 novembre.

Du côté des antinucléaires, le réveil, bien que tardif, va en s'amplifiant. Le 30 octobre, des rassemblements étaient organisés dans les communes environnantes : 1500 personnes ont ainsi fait un concert de casseroles dans le srues de Ametlla de Mar, 1500 à Reus, 400 à Salou...

Selon une conférence de presse donnée le 3 novembre par les responsables de la centrale, les systèmes d'arrêt d'urgence ont parfaitement fonctionné et le réacteur a été arrêté en trente-trois secondes. La centrale étant vieille, EDF pencherait pour l'arrêter sans essayer de réparer mais les autorités de Madrid malgré le prix élevé des réparations annoncé, envisageraient de poursuivre son exploitation. Le réacteur est en tout les cas arrêté pour longtemps.

URSS : 260 PERSONNES CONTAMINEES

Deux cents tonnes de métal radioactif ont contaminé la moitié des fourneaux d'une fonderie d'aluminium moscovite et 260 personnes devront subir des examens. Une enquête devra déterminer d'où venait ce métal. (source Politis).

RFA : NEGLIGENCES

Un incident classé "urgent" a eu lieu, début octobre, dans la centrale de Biblis, dans le Land de Hesse : les ouvriers avaient oublié de brancher l'interrupteur qui, en cas d'alerte, garantit l'alimentation automatique en courant... (Tam-Tam). Tout est prévu.

NOGENT SUR SEINE : REJETS NORMAUX

En fonctionnement normal, la centrale de Nogent-sur-Seine rejette dans la Seine 200 kg par jour de cadmium, plomb, zinc et arsenic. L'action de l'acide sulfurique forme des sulfates à concurrence de 27,5 tonnes par 24 heures. C'est bien connu : le nucléaire est une énergie propre. (source Tam-Tam).

CATTENOM : IL N'EST PIRE SOURD...

Le 30 juin dernier, la Conseil d'Etat a confirmé un jugement du Tribunal de Strasbourg sur l'illégalité des rejets effectués par la centrale de Cattenom, à la limite de la frontière luxembourgeoise (voir Silence d'Octobre). Le gouverment a donc procédé à de nouvelles autorisations... identiques aux précédentes mais en demandant à EDF de travailler au maximum à 20 % des valeurs autorisées pour les rejets d'effluents liquides. On prend les mêmes et on recommence. Les différentes associations plaignantes ont donc repris le chemin des tribunaux avec les mêmes arguments. En plus de ces associations, les habitants de la région se sont joints à la plainte. Pour en savoir plus : Institut International pour la protection de la vie et de l'environnement, B.P. 76, L-5555 Remich (Luxembourg), tel : 19 - 352 6 96 35.

MALVILLE : NAISSANCE D'UN COMITE EUROPEEN

La centrale nucléaire Superphénix de Creys-Malville est financée et exploitée par la France, l'Italie, la RFA, les Pays-Bas, la Belgique et la Grande-Bretagne, regroupés dans la société européenne NERSA.

L'arrêt définitif de Superphénix constitue donc un enjeu européen. Il est temps de que la démocratie puisse s'exprimer dans ce domaine et elle doit se traduire par une campagne internationale. Fin septembre 89, d'une réunion réunissant des Français, des Suisses, des Italiens, des Allemands et des Hollandais, est né le Comité Européen Contre Superphénix, CECS, dont le but essentiel est d'obtenir l'abandon de

l'expérimentation grandeur nature que constitue Superphénix ainsi que celui de la filière surgénératrice. Ce Comité regroupera les associations qui luttent déjà sur le terrain contre ce projet. Les premiers adhérents sont la FRAPNA-Isère (F), le Comité Malville de Lyon (F), Democratia Proletaria (I), Contr-Atom (CH), Conférence Suisse pour l'arrêt des centrales nucléaires (CH), les Amis de la Terre-Isère (F). Un appel a été lancé pour que le maximum d'associations se joignent à cette campagne. Pour adhérer au CECS, les groupes peuvent écrire à : Contratom, Case Postale 107, CH-1227 Carouge.

MALVILLE : COMMISSION DE SURVEILLANCE

A la suite de la séance publique du 3 février 1989, le Conseil Général de l'Isère (voir Silence de mars) avait décidé la création d'une Commission Départementale de Surveillance des Installations Nucléaires de l'Isère (CDSINI). Celle-ci s'est réuni le 27 juin au Conseil Général et le 10 octobre sur le site de Creys-Malville pour définir son fonctionnement. La CDSINI englobera non-seulement Superphénix mais aussi le Centre d'Etudes Nucléaires de Grenoble (CENG) et la centrale de St-Maurice L'Exil. Lors de cette réunion, Pierre Schmitt, directeur de la centrale de Creys-Malville a communiqué les différentes phases des mois à venir. Depuis le 7 septembre, la centrale a arrêté sa production. Jusqu'au 28 septembre, il a été réalisé des essais demandés par les service de sûreté. Depuis des travaux sont en cours pour remplacer des réservoirs construits dans le même acier que le barillet, modifier les systèmes de détection de fuite de sodium, et mettre en place le Poste de Transfert de Combustible qui doit remplacer le barillet. En principe, le redémarrage de la centrale est fixé au 3 février 1990.

MALVILLE : APRES LA CHUTE D'UN ENGIN DE LEVAGE

Lors de la réunion du CDSINI (ci-dessus), il a été possible d'avoir plus de précisions sur la chute d'un engin de levage (voir Silence précédent). Celui-ci en tombant a endommagé le dôme du réacteur (enfoncement de 4,2 cm sur 50 cm de diamètre). Le directeur de la centrale a indiqué que les services de Sûreté avait demandé une étude montrant que cela n'avait pas affaibli la résistance du dôme. Rappelons que ce dôme est l'élément qui doit résister à l'explosion en cas d'accident majeur. A signaler que cet incident montre une nouvelle fois les limites du Rapport de Sûreté. Déjà l'incident du barillet n'avait qu'une chance d'arriver tous les 10 000 ans... Celui de la chute d'un engin de levage était estimé comme exclu.

MALVILLE : QU'EST-CE-QUE C'EST ?

Conférence de presse, le 23 octobre, de Roger Fauroux sur le débat sur l'énergie. *"Creys-Malville fonctionne convenablement (..) Il a repris maintenant depuis octobre dernier"*. Son conseiller lui glisse : *"Non, depuis janvier"*. Plus tard : *"Nous allons donc revalider l'autorisation pour la période suivante"*. Nouveau chuchotement : *"C'est fait depuis fin août"*. Manifestement, le ministre n'est pas très intéressé par la question... On se sent rassuré par de telles prises de responsabilités ! (source Politis).

CENTRE : CONTROLE DE LA RADIOACTIVITE

D'importants travaux vont avoir lieu dans plusieurs centrales nucléaires de la région Centre : arrêt définitif des premières tranches graphite-gaz de St-Laurent, changement de générateurs à Dampierre. L'ACIRAD, Association de Contrôle et d'Information sur la RADioactivité) propose d'effectuer une série de mesures de radioactivité à proximité des centrales. Une souscription est ouverte, chaque analyse, réalisée par la CRII-Rad, coûtant 200 F. Contacts : ACIRAD Centre, 3 rue Maurice Berger, 45000 Orléans.

ISTRES : UNE VICTOIRE ANTINUCLEAIRE

Depuis de nombreux mois, la tension montait du côté d'Istres concernant l'extension d'une usine de la COGEMA pour le stockage de fûts de déchets radioactifs (voir Silences précédents). De référendum (29 mai 1988) en succès électoraux (16 % aux élections municipales), les opposants avaient fait la preuve de l'opposition de l'opinion publique. Malgré tout cela, les premiers fûts sont arrivés par train fin septembre. Les opposants se sont couchés sur les voix. Les forces de police sont intervenues à plusieurs reprises et pas toujours en douceur pour repousser les envahisseurs et laisser passer les wagons. Mais à chaque nouvelle arrivée, le nombre d'occupants augmentait. L'affaire est allée devant le tribunal administratif où les Verts avaient déposé plus de 600 recours individuels. Le 5 octobre, le tribunal entendait les deux parties. Le 18 octobre, le tribunal donnait raison aux opposants en retenant notamment *"l'absence de chiffrage des mesures prévues pour supprimer, atténuer et compenser les réactions sur l'environnement"* ainsi que *"le caractère insuffisamment complet"* des mesures envisagées. Ce jugement ne fait que reprendre en fait les arguments du commissaire-enquêteur lors de l'enquête d'utilité publique. La Cogema a fait appel. Les fûts sont repartis à Pierrelatte sur le site de l'usine d'enrichissement. Guylaine Cozza, nouvelle élue municipale, a proposé aux communes de Istres et de Martigues de modifier le Plan d'Occupation des Sols pour que l'entrepôt soit de cette manière placé dans un site où il n'est plus possible de le construire.

PARIS : AG DU COMITE STOP NOGENT

Elle se tiendra le samedi 2 décembre à partir de 14 h à l'AEPP, 46 rue de Vaugirard, Métro Luxembourg. Renseignements : Comité Stop Nogent, c/o Nature et Progrès, 14 rue des Goncourt, 75011 Paris, tel : 48 76 32 37.

ALSACE : LA CRII-RAD S'INSTALLE

La CRII-Rad, Commission de Recherche et d'Information indépendantes sur la radioactivité, qui se développait jusqu'à maintenant à Montélimar, vient d'ouvrir un deuxième laboratoire d'analyses à Strasbourg : CRII-Rad, 10 rue des Bonnes Gens, 67000 Strasbourg, tel : 88 23 54 30.

ALSACE : FESSENHEIM REDEMARRE

Après deux mois seulement, la contre-expertise financée par le Conseil Général n'a pas permis une réponse définitive aux problèmes de sûreté posé par la centrale de Fessenheim (voir Silence 118/119). La conclusion du rapport est ainsi formulée : *" La commission estime nécessaire qu'EDF apporte plus de soins aux contrôles avant redémarrage et une attention plus poussée aux problèmes de sûreté, y compris ceux liés aux accidents hors-dimensionnement. Elle regrette qu'un certain nombre d'améliorations n'aient pu être effectuées avant la remise en route du réacteur et souhaite que ces améliorations puissent être faites le plus rapidement possible. Les limites de cette étude ont conduit la mission d'expertise à faire des recommandations pour améliorer la sûreté, sans pour autant lui permettre de donner un blanc-seing ; dans ces circonstances, elle estime ne pas devoir recommander le report de la remise en route du réacteur"*. En fait, pour des raisons différentes, les experts et les consultants étaient partagés sur l'urgence des mesures à prendre. Le rapport complet est disponible chez Monique Blum, 66 rue du Ballon, 68700 Uffholtz.

NOGENT-SUR-SEINE : REACTEUR 1 EN PANNE

Le 22 avril 1989, le réacteur numéro 1 de la centrale de Nogent-sur-Seine, en amont de Paris, est arrêté pour trois mois officiellement pour renouvellement de combustible. 6 mois après, il est toujours à l'arrêt... Entre temps, le Comité Stop-Nogent avait révélé des rejets radioactifs trop importants... Ça prend du temps de recharger du combustible !

CAMPAGNE SURVIE

En 1981, trois hommes aux parcours très différents, le Prix Nobel argentin Adolfo Perez Esquivel, un ingénieur français Jean Fabre, qu'un parcours peu orthodoxe a mené de l'insoumission militante à la promotion des communautés paysannes d'Amérique latine, et le fondateur du Parti Radical italien, Marco Panella, se retrouvent dans une chambre d'hôtel à partager leur indignation : on vient d'organiser une année de l'enfance, et 40 000 enfants continuent de mourir chaque jour faute de nourriture ou de soins élémentaires ; face à cela, l'indifférence, les discours ou la seule charité.

Depuis huit ans, des citoyens mènent campagne pour "donner valeur de loi au devoir de sauver les vivants"

Or, ils en ont convaincus, les réponses charitables sont dramatiquement insuffisantes : il s'agit d'un problème politique. Il s'agit de réveiller la résistance des citoyens à la négation passive des valeurs les plus élémentaires, de susciter un sursaut démocratique contre l'accoutumance à ce génocide permanent, ce véritable "crime contre l'humanité".

Ils décident alors de proposer aux Prix Nobel qu'ils connaissent un Manifeste-appel contre l'extermination par la faim, qui puisse devenir la charte d'une campagne internationale de citoyens - des citoyens qui interpellent leurs institutions pour que les choses changent, aux niveaux où elles doivent l'être et avec les moyens de l'action collective : *"... Il faut que tous et chacun donnent valeur de loi au devoir de sauver les vivants, et de ne pas exterminer, que ce soit même par inertie, par omission ou par indifférence"*.

Ce manifeste sera rapidement signé par 55 Prix Nobel (aujourd'hui 116). Pour le promouvoir, une association internationale est constituée à Bruxelles, Food et Disarmament International (F.D.I.). La campagne Survie est lancée en Belgique et en Italie où elle rassemble des dizaines de milliers de personnes.

En 1983, après l'engagement d'un grand nombre de bourgmestres et une grève de la faim initiée spontanément par un aveugle, au cœur de Bruxelles, les deux assemblées belges votent à l'unanimité une loi de survie (10 milliards de FB soit 1,6 milliards de FF) pour des actions de développement intégré dans l'Est africain.

La campagne Survie commence en France, à Cognin (Savoie) et obtient en un an, l'adhésion de plus de 8000 maires.

En 1984, la mobilisation des maires français culmine le 23 juin par les assises nationales pour la Survie et le Développement, occultées par le rassemblement ce même jour à Paris d'un million de défenseurs de l'école libre.

En 1985, au terme de 4 années d'actions non-violentes (jeûnes, marches...), le Parlement Italien vote une loi de Survie consacrant 9 milliards de FF à un programme d'action de 18 mois dans les pays les plus atteints par la faim et la désertification.

En France, la mobilisation des citoyens et des élus se poursuit : Assises régionales à Lyon, Marseille, Pontivy et Toulouse, fête des mères pour la vie, marche des maires (200 dont certains ont parcouru plus de 500 km jusqu'à Paris). Ces efforts n'obtiennent pas les résultats escomptés : le travail d'explication auprès des "décideurs" (politiques, experts, ONG...) est encore insuffisant et Survie découvre que le poids des élus locaux est quasi nul auprès des technocrates et médias parisiens, dans une France jacobine... d'où un changement de stratégie au début 1986.

Cette année, un groupe d'experts, représentatifs de "réseaux" très divers, est constitué pour affiner le contenu d'une Loi pour la Survie et le Développement. Il élabore puis adopte à l'unanimité, en 1988, le projet d'un "contrat de génération" fondé sur le partenariat et la cible de l'interpellation des citoyens devient, non plus les maires, mais les parlementaires, auxquels il est demandé de signer un engagement très précis.

Parallèlement, en 1986, à Rome, se constitue le Premier Conseil International de Food and Disarmament International qui coordonne les campagnes Survie dans les différents pays, autour de 16 Prix Nobel, de 5 chefs d'Etats africains et d'une vingtaine de personnalités européennes. La campagne Survie débute en Espagne.

En 1987, en France, 312 députés et 103 sénateurs ont signé l'engagement à voter une loi pour la Survie et le Développement. En 1988, les Prix Nobel viennent à Paris et avec eux, Survie allume 40 000

bougies dans les jardins du Palais Royal pour rappeler que 40 000 enfants sont à sauver chaque jour. Le 22 avril, cette opération est relayées dans 200 villes et villages de France. Avec les principales autorités morales et religieuses, et la quasi-totalité des organisations qui travaillent au développement du Tiers et du Quart-Monde, Survie demande pour le prochain septennat une double priorité de "solidarité ici et là-bas" : une loi contre la grande pauvreté en France, une loi pour la Survie et le Développement dans les pays les plus pauvres. Malgré le fort renouvellement de l'Assemblée, 353 députés et 134 sénateurs sont signataires de l'engagement.

En 1989, cinq députés, issus des cinq groupes de l'Assemblée (Jean-Michel Belorgey pour le PS, Jean-Pierre Delalande pour le RPR, Jean-Paul Fuchs pour l'UDC, Denis Jacquat pour l'UDF et Théo Vial-Massat pour le PC) parviennent à rédiger une proposition de loi commune correspondant aux demandes de Survie : un millième des ressources françaises (6 milliards de francs par an) affectés au développement de base des régions les plus vulnérables, selon un mécanisme institutionnel et contractuel nouveau qui permette la participation prépondérante des "sociétés civiles". Quatre des cinq groupes déposent cette proposition : PC, RPR, UDF, UDC.

Le groupe d'experts s'élargit à 11 pays d'Europe et les représentants du Tiers-Monde. Ses 60 membres posent, au cœur de deux séminaires de trois jours, les bases d'un "Eurêka du développement réel", un contrat de génération entre l'Europe et les Pays les moins avancés (les PMA) avec le soutien du PNUD, de l'UNESCO et de l'UNICEF. Du coup, la Campagne Survie trouve de nouveaux points d'ancrage notamment au Portugal, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Suisse.

L'enjeu actuel

L'"argent tricolore" de l'Aide Publique au Développement représente entre 0,50 et 0,55 % du Produit Intérieur Brut (PIB) soit 32 milliards de francs. Sur cette somme, 9 milliards seulement vont à la quarantaine de pays les plus pauvres (les PMA) et 90 % de cette somme sert à des soutiens budgétaires, monétaires, commerciaux, techniques ou culturels qui ne quittent guère les capitales et ne profitent qu'à une petite minorité liée à l'Etat et à l'économie dite "moderne". Il ne reste qu'un milliard "d'argent vert" pour le développement intérieur de ces pays en très grave crise.

Survie propose de démultiplier cet argent vert (de 1 à 7 milliards), en organisant de nouveaux acteurs et une nouvelle "tuyauterie" financière, qui mette en relation contractuelle les quatre pôles politiques et économiques concernés



(Etat et acteurs décentralisés, au Nord et au Sud), et non plus seulement deux d'entre eux, comme dans le coopération interétatique ou purement décentralisée, dont les échecs et les limites sont patents.

Ce langage est de plus en plus largement entendu ; ce projet suscite un grand espoir, même chez les plus blasés. Il a le soutien des principales ONG, des grands courants de foi et de pensée. Mais il bute encore sur l'inertie, la technocratie, les enlisements de la coopération traditionnelle et les mystères du "domaine réservé".

Plus des 3/4 des députés se sont engagés personnellement en faveur d'un tel projet, capable aussi de constituer un élément central et structurant d'une politique extérieure européenne. Il faut maintenant que la politique s'impose à l'administration. Il faut crier qu'il s'agit, à tous points de vue, d'un choix de vie ou de mort : "Débouchons l'avenir !". Comme le déclarait récemment Brigitte Fossey : *"si nous n'arrivons pas à faire passer cette loi, tous partis réunis, nous ne sommes pas dignes des enfants que nous avons mis au monde"*.

Survie, qui c'est ?

En France, une Fédération d'Associations Départementales et de groupes locaux, quelques milliers de sympathisants, 700 cotisants, une centaine de militants, aucun salarié, un trésor invraisemblable de "résistance" dans un très grand dénuement.

C'est aussi, de fait, une extraordinaire prouve de la force de l'interpellation non-violente. Combien d'élus, de tous bords, sont finalement reconnaissants qu'on les rappelle aux choses essentielles - et sont devenus à leur tour militants ! Notre société est loin d'être parfaite, mais elle nous laisse la possibilité de parler, d'élire des représentants, de les interpeller : ces libertés trop rares, on peut les faire vivre, et en obtenir énormément, si on veut y croire, c'est-à-dire si on brise les innombrables autocensures du fatalisme, de la crainte, de l'indifférence, de la sacralisation ou du mépris du politique. On voit aujourd'hui, en Europe de l'Est, l'énergie considérable que peut libérer la fin de certaines autocensures.

Survie ne vit que de telles libertés. Elle en a besoin pour aller au bout de son combat.

François-Xavier VERSCHAVE
Secrétaire Général de Survie France

Survie, 25 rue Jonquoy, 75014 Paris, tel : (1) 45 39 08 62.
Sur simple demande, vous pouvez obtenir une documentation ainsi que l'adresse du coordinateur de la campagne dans votre département.
Food and Disarmament International, 30 rue du Marché aux Poulets, B-1000 Bruxelles, tel : (19) 332 217 82 25.

POLITIQUE

PETITES PHRASES

Laurent Fabius, lors du colloque "Rassembler à gauche" : *"Beaucoup de choses indiquent que les écologistes trouveront leur voie d'institutionnalisation. Ceux qui pensent que ce n'est qu'un feu de paille se trompent"*.
De Chevènement : *"La tradition républicaine s'appuie sur un socle toujours solide. Nous n'allons pas l'abandonner pour courir après je ne sais quelle chimère fût-elle verte"*.

RFA : DEPART D'OTTO SHILY

L'ancien avocat de la Bande à Baader, ancienne tête de liste des Verts Allemands dans le Land de Rhénanie Nord Westphalie, juriste ayant mis à jour de nombreuses affaires de pots de vin, a rejoint le SPD (socialistes) début novembre après l'annonce du projet des Verts de limiter le nombre de mandats consécutifs que peut avoir un député. Après le départ de Dorothée Piermont du groupe des Verts Européens, c'est une deuxième figure historique qui prend ses distances avec le mouvement.

GRECE : REGROUPEMENT VERT

Pas de liste écologiste en Grèce lors des élections européennes : trop de groupes dispersés. Cela a changé avec la naissance d'une fédération qui regroupe aujourd'hui 46 mouvements ou organisations. Le premier congrès doit avoir lieu au printemps prochain. Avec environ 0,5 %, les écologistes ont eu un premier député, en novembre, grâce à la proportionnelle intégrale.

GENEVE : PROGRESSION ECOLOGISTE

Pas d'élu en 1985, 8 en 1985, 13 aujourd'hui, le Parti Ecologiste Genevois est le parti en plus forte progression en Suisse Romande. Il devient la quatrième force politique de la ville. Il a réalisé le score de 12,27 % le 15 octobre dernier.

PERMANENCES DES ELU(E)S ECOLOGISTES

L'Association Nationale des Elu(e)s Ecologistes, ANEE, s'est dotée d'un permanent. Elle s'organise actuellement en sections départementales. Pour connaître le siège de votre département, vous pouvez les contacter les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 16 h30 et le samedi matin : ANEE, 90 rue Vergniaud, 75013 Paris, tel : (1) 45 81 27 96.

... ET DES ELU(E)S DE L'ENVIRONNEMENT

Dans la série "diviser pour régner", le gouvernement par l'intermédiaire de son fidèle secrétaire à l'environnement a créé une Entente Nationale des Elus pour l'Environnement, dont le sigle donne bizarrement ENEE. Le président en est Robert Fidenti, issu des Amis de la Terre, qui avait déjà eu pour mission para-gouvernementale, en mai dernier, de proposer des emplois, fort bien payés, aux membres de la liste des Verts pour qu'ils quittent la liste. On y retrouve les arrivistes habituels.

36 14 CODE LES VERTS

Les Verts viennent d'ouvrir leur propre serveur minitel. Vous pouvez y poser toutes les questions que vous voulez directement à chaque député ou membre des structures nationales.

APPEL AUX JEUNES ECOLO-JISTES

Ecolo-J, qui regroupe les jeunes écolos, en liaison avec les autres groupes européens, lance pour l'année 90, quatre thèmes de campagnes : un colloque "Ecologie et droits humains" (26 mars-1er avril à Strasbourg), une campagne d'information sur l'ozone, une semaine de formation sur les forêts tropicales, une rencontre avec les jeunes des pays de l'Est. Pour en savoir plus : Ecolo-J, 4 rue de l'Arc-en-Ciel, 67000 Strasbourg.

LA CONSTITUTION DES ANNEES 90

Les écologistes parlent depuis des années d'une Europe des Régions, de décentralisation des pouvoirs, de référendum populaire, etc... Un certain nombre de concepts incompatibles avec la constitution actuelle. Alors que pourrait être cette nouvelle constitution ? Sous le pseudonyme de Nimbus, Jean Pignero, animateur de l'APRI, essaie en 70 pages de faire le tour de la question. Un document qui pourrait servir de bases à ceux qui veulent se pencher sur l'aspect institutionnel de l'écologie politique. 30 F à commander à : Jean Pignero, 80 rue des Noyers, 77390 Crisenoy.

BRETAGNE : UN ECOLO AUX ORDURES

Alain Uguen, adjoint vert au maire, chargé de l'environnement, à Quimper, a participé à la collecte des ordures de la ville le 7 septembre pour faire un inventaire de ce que l'on trouve dans les poubelles. Devant la presse interloquée, il a ensuite présenté les mesures possibles de collectes sélectives du verre, du papier et du carton ainsi que les améliorations à apporter aux conditions de travail. Une façon d'agir pour le moins peu banale. Renseignements : Alain Uguen, 152 rue F. Pelloutier, 29000 Quimper, tel : 98 90 49 34.

FEMMES CONTRE L'EXPLOITATION DU VIVANT

Les femmes désireuses de mener l'action à partir d'une analyse des mécanismes qui régissent les domaines comme les média, l'agro-alimentaire, le pouvoir médical, le travail salarié et la santé, peuvent rejoindre le Collectif Féministe contre l'Exploitation du Vivant et de l'Environnement, c/o Danièle Delcuze 10 rue Monge, 75005 Paris.



DROME : DE LA REVOLUTION 1989

"N'en déplaise aux embaumeurs, l'histoire n'est pas finie... Deux cent ans après la chute de Capet, soixante dix ans après Octobre, il est temps de faire l'inventaire des rêves qui demeurent, des armes qui nous restent et de celles que nous devons forger. De la révolution donc, avant toute chose !"
Claude Guillon invité de la bibliothèque municipale et de la MJC de Bourg-les-Valence, sera le 7 décembre à 20h30 à la Maison pour Tous Jean Moulin, 20 av. Jean Moulin pour animer une soirée sur le thème de la révolution en 1989. Renseignements : Bibliothèque municipale, tel : 75 42 21 29.

CONFUSION VERTE

"Les verts français, se fondant sur le principe de la tolérance, considèrent que l'on ne saurait, au nom d'une interprétation étroite de la laïcité, refuser l'accès de l'enseignement public à des ***jeunes filles qui, par conviction religieuse*** *- et non pas au nom d'une certaine mode ou d'un quelconque prosélytisme -* ***s'estiment moralement obligées de porter le foulard coranique"*** (Le Monde - 28/10/89). Pendant ce temps là, Djida Tazdaït, député du groupe vert au Parlement européen, précisait que *"ces gamines sont mineures : qu'on ne nous raconte pas d'histoires,* ***ce ne sont pas elles qui décident!"*** (L'Express - 27/10/89). De plus, Djida *"pense que pour favoriser l'enseignement, pour transmettre les références solides qui permettront plus tard d'ouvrir les esprits à la liberté de choisir, les meilleures conditions pédagogiques sont celles de l'Education nationale ! Autrement dit, pas de voile ni de kippa ou de crucifix"* (Politis - 26/10/89). Difficile de se mettre d'accord lorsque chacun intervient dans son coin. De plus, parler uniquement de la conviction religieuse, personne d'autre n'a encore osé le faire sauf les musulmans favorables au port du voile. Il y a beaucoup de confusion dans certains esprits écologistes qui ne semblent plus faire la différence entre le vert de leur drapeau et celui de l'Islam.

PAIX

PETITES PHRASES

Du Général Jean Lagarde, responsable de l'armée de Terre entre 1977 et 1981, lors d'un colloque sur la loi de programmation militaire : *"Pendant cinq ans, il manquait quinze mille camions à l'armée de terre qui n'était donc pas capable de faire la guerre."* On l'a échappé belle !

1988 : 4,5 MILLIONS DE MORTS

Selon une étude de William Eckhardt, membre du "Lentz Peace Research Laboratory de Saint-Louis (Etats-Unis), plus de 4,5 millions de personnes sont mortes de la guerre en 1988. 76 % des tués étaient des civils, surtout des enfants et des personnes âgées. Ces guerres ont impliqué vingt-deux états sur trois continents (Afrique, Asie, Amérique Latine). Le laboratoire définit la guerre comme étant un conflit impliquant au moins un gouvernement et causant au moins mille morts sur toute sa durée (Non-Violence-Actualité).

USA : CENT MILLE EMPLOIS SUPPRIMES

Le désarmement commence à se traduire dans les faits et les réductions de dépenses du Pentagone entraînent des licenciements dans les fabriques de matériel militaire. Entre 1982 et 1987, le nombre d'entreprises travaillant pour l'armée est passé de 138 000 à 40 000, essentiellement dû à des fusions d'entreprises. Ces fusions se sont faites en supprimant 100 000 emplois et le mouvement s'amplifie. (Source CDRPC)

USA : RECONVERSION A SACRAMENTO

La base aérienne de Sacramento ferme. Elle licencie 5700 militaires et 2700 civils et modifie profondément la structure économique de la région. Mais Ann Rubin, maire de Sacramento, ne se plaint pas : elle se veut une championne de la reconversion et milite pour une économie de paix. Elle a mis en place des comités de reconversion ouverts au publics. Les terrains libérés devraient permettre d'agrandir l'aéroport civil, de construire des logements sociaux, de répondre aux besoins éducatifs. Le Pentagone participe à l'opération mais sans rien financer. (source CDRPC)

AUSTRALIE : 492 ARRESTATIONS

La "Campagne Australienne anti-bases" avait organisé du 23 septembre au 1er octobre, une semaine de protestation autour de la base américaine de Nurrungar (500 km au nord-ouest d'Adélaïde) pour demander le respect des sondages qui disent qu'une majorité d'Australiens sont opposés à ce que les Américains opèrent depuis le territoire australien pour assurer les communications entre leurs forces nucléaires. Pour la première fois, le gouvernement australien a fait appel à l'armée pour arrêter les manifestants qui avaient réussi à rentrer sur la base. Au total 492 personnes ont été arrêtées dont 217 le dernier jour. Contact : ABC, 1st floor, 155 Pirie St, Adelaïde, Australie (source Peace News).

CHINE : OFFRIR L'INFORMATION

Pour franchir l'actuel silence qui mure la Chine, quinze magazines du monde entier, dont Actuel en France, se sont unis pour produire avec les étudiants en exil un faux "Quotidien du peuple" de quatre pages qui sera envoyé simultanément sur tous les télécopieurs chinois (plus de 5000). L'information atterrira dans les ambassades, les hôtels, les entreprises, les universités... Premier numéro le 26 octobre. Espérons que cela contribuera à une détente de la situation en Chine. Le 10 novembre, alors que tombait le mur de Berlin, de nouvelles exécutions avaient lieu en Chine...

ASSEMBLEE GENERALE DU MAN

Le Mouvement pour une Alternative Non-Violente tiendra son assemblée générale annuelle les 2 et 3 décembre à Orsay. Contacts : MAN, 20 rue du Dévidet, 45200 Montargis, tel : 38 93 13 73.

L'ARMEE DANS LA RECHERCHE

Entre 1986 et 1988, la part du budget militaire dans les recherches publiques est passé de 33 % à 38 %. Ce budget est géré par la DRET, Direction Générale pour l'Armement. La militarisation de la société n'est pas qu'une illusion.

RENVOIS DE LIVRETS MILITAIRES

En soutien aux objecteurs insoumis, un groupe d'objecteurs de Bordeaux organise un renvoi de "cartes" militaires des objecteurs pour compléter la lutte anti-militariste actuelle. Ils lancent un appel à tous les objecteurs pour se joindre à cette campagne. Les cartes doivent être retournées au ministère de tutelle accompagnées d'un mot demandant l'arrêt des poursuites et l'abolition de la conscription. Pour en savoir plus : Pascal Benoviel, AMR, Dieulivol, 33580 Monségur.

CALENDRIER NON-VIOLENT

La revue Non-Violence Actualité publie chaque année un calendrier. Celui de 1990 présente la Déclaration des Droits de l'enfant adopté en 1959. Chaque mois sont présentées des images populaires de pays du monde entier : bois gravé, papier découpé, peinture sur écorce... Un calendrier artistique, un cadeau original à commander contre 50 F franco l'ex (220 F les 5, 380 F les 10) à Non-Violence Actualité, BP 10 45202 Montargis Cédex.

NOUVEAUX ESSAIS NUCLEAIRES

La France a procédé à deux nouveaux essais nucléaires les 25 et 31 octobre dernier. Comme à chaque fois, les mouvements d'opposition vous demandent d'envoyer

des cartes de protestation aux préfets de votre département. Vous pouvez vous procurer ces cartes à l'avance à la Maison de Vigilance, 134 route de Bethemond, 95150 Taverny, tel : (1) 39 95 68 28.

OBJECTION AU NIVEAU INTERNATIONAL

Le rapport de l'ICOM 89 (International Conscious Objection Meeting) est disponible en français auprès du CUN du Larzac en échange des frais de photocopies et de port soit 22,50 F. Cun du Larzac, 12100 Millau, tel : 65 60 62 33.

POUR UNE REDUCTION DES DEPENSES D'ARMEMENT

De nombreux mouvements et personnalités ont lancé une campagne sur ce thème et début octobre, le cap des 20 000 signatures de la pétition était atteint. Une conférence de presse s'est déroulée à Paris le 3 octobre dernier pour faire le point sur la question. Jean-Marie Muller, pour le Mouvement pour une Alternative Non-Violente (MAN) a rappelé que le but de la pétition était la demande d'un débat démocratique et contradictoire sur les problèmes de défense. Il faut que cessent les choix imposés par le complexe militaro-industriels. *"Il est possible d'opérer une réduction raisonnée des dépenses militaires qui ne soit pas subie mais décidée, qui ne soit pas quantitative et négative mais qualitative et positive"*. Mrg Jacques Gaillot insistera sur la politique intolérable des ventes d'armes : *"C'est un engrenage diabolique et une plaie collective que l'on s'interdit de soigner"*. Christian Brodhag, nouveau porte-parole des Verts, a rappelé que dans le climat actuel de détente Est-Ouest et de montée des prises de conscience planétaire, c'était le moment de mettre en avant la non-violence par opposition aux querelles de pouvoir entre les nations. René Dumont a insisté sur le coût de notre politique de l'armement comparé aux ressources que nécessitent les solutions aux problèmes actuels de l'environnement et a lancé un appel à la convergence des forces pacifistes, écologistes et tiers-mondistes pour qu'ensemble elles forment un contre-pouvoir efficace au gouvernement. Pour en savoir plus : MAN, 20 rue du Dévidet 45200 Montargis.

ILE-DE-FRANCE : PALESTINE ET NON VIOLENCE

Dans le cadre des Vendredis de Taverny, la Maison de Vigilance propose une soirée sur la résistance non-violente en Palestine occupée par Moubarak Awad, fondateur du centre palestinien pour l'étude de la non-violence, expulsé de Jérusalem par l'état israélien en juin 88. Cette soirée aura lieu le vendredi 1er décembre à 20 h 30 à la salle AEPB, à côté de l'église de Bessancourt, dans le Val-d'Oise. Renseignements : Maison de Vigilance, 134 route de Bethemont, 95150 Taverny, tel : (1) 39 95 68 28.

POLYNESIE : PAS DE REFERENDUM

A la suite d'un jeûne du 2 au 7 juillet 1989, à Papeete, le Président du Gouvernement territorial, Mr Léontieff, avait promis d'inscrire un débat sur l'opportunité d'une consultation populaire en Polynésie sur les essais nucléaires au programme de l'Assemblée territoriale du 17 août. Le débat n'a pas eu lieu pour cause de visite attendue de Michel Rocard du 24 au 27 août. Celui-ci a tranché : un référendum ne peut avoir lieu qu'au niveau national. Les politiques, même non-indépendantiste, ont assez mal pris cette intervention de Michel Rocard. Les opposants poursuivent leur campagne pour le référendum. (source CDRPC).

LARZAC : INCENDIES SUSPECTS

Le célèbre camp militaire du Larzac s'est illustré cette année par de nombreux incendies provoqués par des exercices d'artillerie. Certains incendies ont même largement dépassé les limites du camp, broutant un peu vivement les pâturages des moutons. Les paysans commencent à rouspéter et se demandent s'il ne s'agit pas d'un sale projet qui se rallumerait.

ANNONCES

EMPLOIS

• Le Mouvement Anti-Apartheid, MAA, BP 109, 75463 Paris cédex 10, recherche un permanent à plein temps : travail de rédaction et d'analyse (actions contre la répression, interventions auprès du gouvernement, publications, etc...), travail de secrétariat, bonnes connaissances en anglais, aptitudes d'animateur appréciées. Lieu de travail : Paris. Salaire mensuel net : 7000 F. Envoyer lettre et CV.
• Jean Moly, 38118 Ste Baudille de la Tour, tel : 74 83 86 49, engagé dans une action de développement rural, cherche un associé pour partage du travail et des responsabilités sur la conduite d'un troupeau de 25 vaches laitières et élevage. Conditions à étudier.
• Installateur de capteurs solaires, débordé de travail, cherche un volontaire pour se former à ce travail d'artisan et développer sa propre activité. Envoyer candidature au journal qui transmettra.

OBJECTEURS

• Association des Pupilles de l'Enseignement public, Inspection d'Académie, 56020 Vannes Cédex, tel : 97 42 61 78, cherche objecteur pour animation et activités nautiques auprès d'enfants d'un centre de vacances et classes de découverte dans le Sud-Morbihan.
• Relais des Gîtes de France, Maison du Tourisme, 24 Bd de la Colonne, 73000 Chambéry, tel : 79 33 22 56, cherche objecteur pour promotion du tourisme de Savoie et pour la création de nouveaux produits touristiques, sortant d'une école de commerce.
• Le Groupe de Recherche et de réalisations pour le développement rural dans le tiers-monde, GRDR, 8 rue Paul Bert, 93300 Aubervilliers, tel : (1) 48 34 95 94 cherche objecteurs pour poste de technicien dans son centre de formation pratique, formation supérieure agricole, ou poste de formateur agricole et/ou hydraulique, formation supérieure agricole, ou poste de secrétaire administratif - documentaliste, minimum bac. Pour les deux premiers profils, prévoir des déplacements en Afrique.
• Centre Fissiaux 2 av. Foch, 13004 Marseille, cherche objecteur pour participer à animation d'un complexe musical (boxes de répétition, studio d'enregistrement, salle de concert).

RECHERCHES

• Je recherche ardemment le livre "Ils vivent autrement : l'Allemagne alternative" de I. Diener et E. Supp paru chez Stock (épuisé) et avec autant d'ardeur les numéros de Libé d'avant 1981, de la Gueule Ouverte et de Politique Hebdo. Contact : J.Y. Raymond au 94 35 66 22 après 20h30.

CONTACT

• H. 30 ans, essayant de vivre comme Rhône-Poulenc (Contribuer à un meilleur environnement) cherche J.F. pouvant être fumeuse, bien conditionnée, apathique, dépendante entre autre "de la ville et de ses secrets, du formica et du ciné" (Brel) mais surtout qui désire remettre en question tous les points cités. La solitude est si triste. Yves Jamet, imp. de l'ancienne voie, 07370 Arras/Rhône, tel : 75 08 18 69.

ENVIRONNEMENT

REPONSE A TAZIEFF

Les CFC utilisés dans les aérosols ou dans la réfrigération sont produits majoritairement dans l'hémisphère Nord. Des chercheurs ont démontré que leur présence en grande quantité est la cause de la diminution d'ozone stratosphérique au dessus du pôle Sud. Même si toutes les réactions chimiques n'ont pas été décrites en détail, il reste des gens comme Tazieff qui estiment que les CFC ne sont nullement responsables de l'apparition de ce phénomène puisqu'ils n'atteindraient jamais l'hémisphère Sud. Les CFC sont produits majoritairement dans l'hémisphère Nord, les alizés interdiraient alors tout brassage atmosphérique au niveau de l'Equateur.

Le handicap majeur des théories, c'est qu'elles doivent être ensuite confrontées à la (dure) réalité de l'expérience. Or, les prémisses du raisonnement de M. Tazieff sont fausses : la concentration en CFC de l'atmosphère a été mesurée à toute les latitudes (voir graphique). On peut constater qu'elle est un petit peu plus basse au Sud qu'au Nord, ce qui est logique car la production et l'émission sont majoritairement au Nord. Mais l'écart est peu sensible, il y a donc bien brassage des deux atmosphères. L'écart noté est dû au retard mis par les CFC à atteindre le Sud.

Selon M. Tazieff, puisque le trou se referme à chaque fois, c'est qu'il a toujours existé (il n'y a donc pas de quoi s'inquiéter !). Pourtant, des observations au sol dans l'Antarctique sont effectuées depuis 1957 et la sonnette d'alarme n'a été tirée qu'en 1984 par les chercheurs du British Antarctic Survey qui considéraient alors la situation comme préoccupante.

Haroun Tazieff s'illustre par une attitude de rejet vis à vis des arguments écologistes et scientifiques.

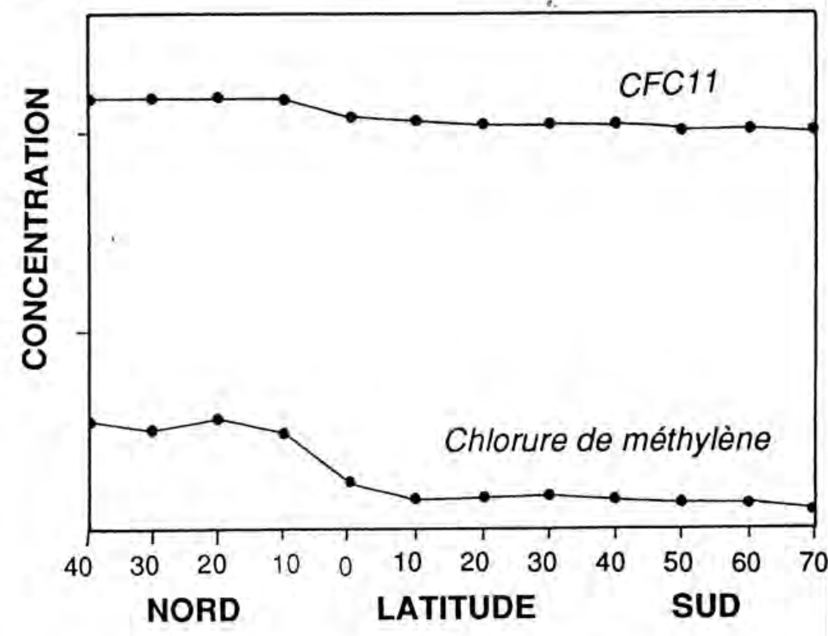
Plutôt que de perdre son temps sur la mauvaise foi de ceux qui parlent avant de se renseigner, il faudrait peut-être s'interroger sur la déontologie des informateurs : on s'aperçoit ainsi que les personnes connues dans les médias sont très aisément écoutées quelle que soit la nature de leur message même si celui-ci est notoirement faux !!! Ceci pose donc la question de savoir comment travaille la presse. Nous avons ici affaire à des journalistes ne vérifiant pas leurs informations.

Mais revenons à Tazieff. Selon lui, le réchauffement climatique est un phénomène naturel (1). Il se réfère aux travaux de Milankovitch qui nous apprennent que la position et l'axe de rotation de la Terre par rapport au soleil sont fonction des astres environnants. Ce serait notre nouvelle position par rapport au soleil qui modifierait notre climat. Mais cela n'explique pas la dérive "rapide" actuelle du climat qui selon Milankovitch devrait se faire à l'echelle de la dizaine de milliers d'années ! Mais que fait Tazieff du fait qu'il y a 25% de CO2 en plus depuis deux siècles, sans parler de l'augmentation significative du méthane et de l'apparition récente des CFC !

Ses prises de position sont décidément de plus en plus difficiles à supporter et à accepter. Qu'attend-il pour se taire ?

Jean-Claude RAY et Dominique ZANDA (Bulle Bleue)

(1) Conférence publique donnée à l'INSA de Lyon le 24 octobre 89 - "la prévision des séismes".



Variation de la concentration en CFCl3 et en CH2Cl2 en fonction da la latitude sur l'Océan Atlantique en 1984

COURRIER

OUI A LA MOSQUEE

J'ai lu avec intérêt l'article intitulé "Mosquées ça fait mâle !". J'ai apprécié la partie décrivant l'oppression des femmes dans le contexte de l'Islam, j'ai aussi apprécié les timides (trop timides) parallèle avec la religion chrétienne en France.
Là où je ne suis pas d'accord c'est sur le but et donc la conclusion de l'article, qui en gros, si j'ai bien compris, serait de s'opposer à la construction de la mosquée à Lyon et ceci au nom du droit combien légitime des femmes. Les auteurs de cet article nous invitent à choisir entre les droits des femmes et la liberté religieuse. En d'autres termes, c'est comme si elles nous demandaient de nous prononcer contre la liberté de la presse sous prétexte que le Front National édite un journal, ou que des racistes, des pronucléaires écrivent dans des quotidiens. Bien entendu, Dominique Zanda et Leïla Lachachi ont raison, la religion est l'opium du peuple comme l'écrivait un barbu. Les réalités sont bien plus complexes surtout si nous voulons faire bouger ces réalités.
Et ce n'est certes pas en interdisant une ou des religions, ou en interdisant la construction de mosquées, de synagogues, d'églises... que nous contriburrons à convaincre et changer ces réalités.
Pour moi, profondément athée, il est indispensable de défendre en même temps plusieurs valeurs :
- la liberté religieuse,
- le droit de construire des lieux de culte (mosquées ou autres) à condition qu'ils ne soient pas financés par des fonds publics,
- de défendre la liberté et de soutenir le droit des femmes,
- de lutter contre le racisme, l'intolérance,
- de défendre le droit à la différence.
Jean SAINTES
Rhône.

REMEDES DE BONNE FEMME
Les trucs à Tatie Perline

Savons : Pour qu'ils durent, il suffit de les acheter à l'avance et de les "oublier" hors de leur emballage, sur une étagère par exemple. Ils sèchent et volent leur durée de vie augmenter jusqu'à 5 fois !

Bougies : Une porte qui coince, une fenêtre qui refuse de glisser ? Propre, une bougie passée sur les partie coulissantes réglera le problème.

Bicarbonate de soude : il ôte l'acidité, absorbe les odeurs, et blanchit. A partir de là l'invention est au pouvoir : pour se brosser les dents (blanches et haleine fraîche), dans un récipient au frigo (absorbe les odeurs comme le charbon de bois d'ailleurs), dans les chaussures pour les odeurs persistantes, dans la baignoire (adoucit la peau) et bien sûr, après les trop copieux repas, contre l'acidité gastrique.

Diarrhée : L'eau de riz est très efficace. Prenez du riz, évitez justement ceux qui "ne collent pas" et faites cuire dans beaucoup d'eau. Buvez la. Idéal pour les nourrissons.
Le plus grand danger est la déshydratation. Pour cela, buvez le mélange suivant : dans un litre d'eau (bouillie vingt minutes si elle est douteuse), mettez une cuillère à café de sel et huit de sucre. La synergie rend la rétention d'eau infiniment plus grande et la réhydratation se fait en buvant une quantité acceptable, condition primordiale pour les enfants. L'OMS a fait de grandes campagnes dans les pays du tiers-monde sur ce thème.

Pipi de chat : l'eau de Javel les attire ! Alors ne nettoyez jamais avec de l'eau de Javel là où ils ont déjà fait. Par contre, là où vous voulez qu'ils aillent, n'hésitez pas !

Bonne femme : de "bona fama" : bonne renommée.

OPINIONS PRIVEES

Total accord avec Dominique Zanda et Leïla Lachachi. Les religions ne doivent être que des opinions privées, applicables à soi-même. Libre à chacun de choisir sa meilleure médecine cérébrale.
Les religions lorsqu'elles deviennent des politiques d'intérêts privés (je dirais même particuliers) avec l'obligation de pratiques infondées, bêtes, voire vicieuses, je dis non ! Que ces obligations soient imposées à l'autre, contre son gré, là je hurle au crime.
Si vous passez par chez moi, venez visiter mon église, mon école est trop moche.
Robert BUREN
Meurthe-et-Moselle.

CHEMIN DE CROIX

Au lycée, le proviseur vient d'interdire le port des croix en boucles d'oreilles prétextant que les établissements scolaires sont laïcs. Deux fans de Madonna sont restées absentes pendant un mois de leur lycée. Après négociations, les deux jeunes filles pourront porter les boucles d'oreilles dans les couloirs et pendant les récréations mais pas pendant les cours.
Francis VERGIER
Rhône.

SEPARATION DE L'EGLISE ET DE L'ETAT

Suite à l'article "Mosquées : ça fait mâle !", et suite à l'affaire des voiles (...) les parents musulmans qui ont envoyé leurs filles à l'école publique, coiffées d'un voile, feraient bien de les accompagner. Non pour les surveiller, chose impensable de la part d'un musulman respectueux de la liberté d'autrui, mais pour apprendre avec elles la différence qu'il existe entre les mots racisme et laïcité (...)
Pierrick SAUZON
Rhône.

SILENCE : MA DROGUE

Un an déjà, ma main tremble. L'émotion sans doute ou plutôt l'état de manque. Silence, chaque mois, un trip d'enfer. Contraint j'ai suivi en septembre une cure de désintoxication, loin de mon domicile. Echec total. A mon retour, j'ai couru à la cache habituelle ; horreur, il n'y avait que la dose du mois écoulé. Les dealers sont tous des salauds, même écolos, alternatifs et non-violents. Ci-joint donc l'oseille pour 12 nouvelles doses...
J.P. GARREAU
Côte d'Or.

Silence : *le taux élevé de réabonnement nous montre qu'effectivement, il est dur de se désintoxiquer de ce journal !*

DANS L'ŒIL DU CORBEAU

(..) Il y a un petit détail qui m'a frappé dans le numéro d'octobre. Il s'agit d'une représentation d'un cervidé avec pour oeil l'insigne du nucléaire. Je trouve maladroit d'utiliser ce genre de symbolisme.
Robert KUHN
Meurthe-et-Moselle

POTS CATALYTIQUES

Bravo pour votre revue, petite mais efficace, remplie d'informations et d'adresses utiles. J'espère de tout cœur que votre succès va se confirmer dans les mois à venir.
J'ai une question à vous poser qui me trotte dans la tête depuis quelque temps : quelqu'un a-t-il songé à faire le bilan total entre les diverses pollutions engendrées par la chaîne de fabrication du platine (extraction, transports, traitements chimiques...) et le gain de pollution dû à ce fameux pot catalytique ? La balance des pollutions, pour une voiture, est-elle, en fin de compte, en faveur du pot catalytique ou en sa défaveur ? Une étude a-t-elle été faite à ce sujet ?
Daniel BENISTY
Hauts-de-Seine

BIFURCATION DE L'ENERGIE

L'article sur "La politique de l'énergie depuis 1945" (Silence n°122) m'a fait un peu bondir : la première bifurcation, la première irreversibilité date du 18 octobre 1945 par la décision dictatoriale de De Gaulle, créant le CEA sans lequel il n'y aurait pas eu en France de bombes nucléaires ni d'énergie nucléaire. Première bifurcation d'importance qui a été confortée par les autres quand elle ne les a pas commandées ou inspirées. Première bifurcation confirmée le 15 décembre 1948 quand Frédéric Joliot fait diverger Zoé, la première pile française, soit plus d'un an avant que Louis Puiseux situe sa première bifurcation. Etrange camouflage de la vérité de la part de Puiseux qui la connaît bien !
Je relève encore une phrase très étrange dans cet article - due à Puiseux ou à Nicolle Devillard ? - "C'est lui aussi (l'imaginaire social) et les peurs du peuple de France en 1940 qui est responsable de notre "patriotisme nucléaire" et de nos choix du nucléaire depuis 1970". En 1940, presque personne en France, à part quelques scientifiques, ne comprenait les potentialités du nucléaire. Les "peurs du peuple de France", si peurs il y avait, ce dont je doute fort, ne pouvaient le conduire au nucléaire et surtout pas au "patriotis-

Abonnements pour 12 numéros :
Individuel : 120 F
De soutien : 150 F ou plus
Groupés par 3 ex : 300 F
Groupés par 5 ex : 430 F
Etranger et DOM-TOM: 170 F.

me nucléaire" que le Pouvoir, à partir de 1945, n'a pas voulu lui inculquer. Le nucléaire est resté top secret le plus longtemps possible, car ses images de marque, Hiroshima et Nagasaki, ne plaidaient vraiment pas en sa faveur.
Quant au choix du nucléaire depuis 1970, c'est encore une tromperie. Il y a eu un seul choix du nucléaire : le 18 octobre 1948, et toutes les décisions ultérieures n'ont été qu'une confirmation, qu'une aggravation de ses effets (...) J'aurais aimé que Silence ne se soit pas laissé rouler dans la farine de l'"imaginaire social" (...)
Une dernière observation à propos de la question "Aujourd'hui, la situation est-elle malgré tout réversible ?". Au sujet du nucléaire, il n'y a pas une réponse mais deux : elle peut être réversible quant à la fabrication de produits et de déchets radioactifs à la condition de stopper le nucléaire partout... mais elle est irréversible quant à la pollution radioactive : irréversible, il faut comprendre le poids de cette vérité que ne comprend pas "le peuple de France" et s'il accable les gouvernements, il les plie inexorablement à poursuivre leur fuite en avant vers le suicide.
Jean PIGNERO
Seine-et-Marne.

Pour participer au journal

N°125 - Janvier

Comité de rédaction : vendredi 24 novembre à 20h30 (*)
Clôture des articles : mardi 5 décembre à 12 h
Expédition + repas : vendredi 15 décembre à partir de 19h.(*)

N°126 - Février
Comité de rédaction : vendredi 22 décembre à 20h30 (*)
Clôture des articles : lundi 15 janvier à 12 h
Expédition + repas : vendredi 26 janvier à partir de 19h.(*)

(*) Ouvert à tous, à l'adresse du journal.

EDUCATION A LA PAIX

Merci à Silence pour la non-parution d'une annonce de notre Festival dans ces colonnes. Comme ça on sait enfin de quel côté vous êtes ! Censure organique parce que vous recevez des subsides ou autocensure, c'est du pareil au même ! Car la négligence; un oubli relèverait de la "justice des hommes", je veux dire de ce boycott qu'il faudrait organiser vis-à-vis d'un vilain canard qui cèle l'information à ses lecteurs, participe à l'entreprise d'abrutissement de l'opinion publique orchestrée par les grands médias. Salut mecs !
Jean FAYARD
Festival Education à la Paix
St-Etienne

Silence : *l'information a été publiée dans le numéro de septembre, page 32.*

ET LES ENFANTS AUTISTES ?

Vous avez parfaitement raison de souligner les inégalités persistantes entre garçons et filles. Mais nous voudrions attirer votre attention sur une injustice beaucoup plus criante, à savoir qu'il y a des enfants en France qui sont exclus de l'enseignement. (...) La loi du 30 juin 1975 et ses circulaires d'application de 1982 et 1983 exclut les enfants autistes de l'éducation nationale pour les garer dans une garderie qui s'appelle hôpital psychiatrique. Dans le monde entier, les autistes sont éduqués (et font des progrès considérables) mais pas en France.
En effet, depuis vingt ans, la communauté scientifique internationale (avec l'OMS) a d'une part établi et reconnu que l'autisme est un handicap au niveau cérébral, et d'autre part a reconnu aussi qu'une éducation adaptée et individualisée fait faire de tels progrès que la plupart des autistes peuvent finir par mener une vie à peu près "normale", ce qui n'était pas du tout le cas avec une prise en charge psychiatrique. Est-ce qu'on place les enfants aveugles ou sourds dans un hôpital psychiatrique ? Pourquoi alors les autistes ?
Quand la France acceptera-t-elle que tout enfant, même un handicapé, a droit à l'éducation et créera-t-elle les lieux d'éducation nécessaires qui, non seulement rendront les enfants et leurs proches heureux mais... feront aussi faire des économies à la Sécu ?
Peter et Florence VAN DER HEIJDE
Loire
Parents d'une fille autiste de 9 ans qui est à la maison parce qu'il n'y a pas de classe pour elle !

COURRIERS SUBVERSIFS

Il existe un certain nombre de personnalités à qui l'on peut écrire sans mettre de timbre. Beaucoup de gens l'ignorent. Ainsi, le tract du Pa'Dak' ne mentionne pas que c'est gratuit d'écrire à Bambuck.
C'est vicieux et subversif, ce truc, car ce n'est pas réellement gratuit ; sauf erreur d'information, c'est le destinataire qui paie (mais pas en surtaxe) : on peut donc faire chanter le Ministre : si vous n'agissez pas dans le bon sens, on vous fait envoyer des milliers de lettres (...)
Jean-Marie GLANTZLEN
Nord

MINITEL SUITE...

C'est vrai, le minitel peut-être très pratique pour éviter de nous fatiguer et éviter un contact humain qui pourrait altérer notre cœur. Cela va bien dans le sens de notre société. C'est un gain de temps certain pour ensuite aller combler son activité physique dans une salle de gymnase ou un truc en "ing" ou se masturber seul devant sa glace. Un conseil au fabriquant : ajouter une résistance électrique pour remplacer la chaleur humaine. Je n'en veux pas tant aux outils et aux techniques mais à la société qui entrave notre convivialité.
Yves JAMET
Ardèche.

ET MILITANTS PROPHETES SUITE

Je ne me suis jamais retrouvé dans le militantisme. Sans nul doute, il faut des prédicateurs, des organisateurs, des théoriciens de haute sphère (politiciens), des chevaux de bataille. L'information est telle dans notre société qu'elle ne passe que dans ces conditions (c'est aussi la jungle).
A la différence des partis traditionnels qui ne changent rien dans la ligne production-consommation-profit et n'ont rien à démontrer de nouveau (ils peuvent se contenter de parler), les autres (autogestionnaires, la plupart des écologistes) doivent avant tout montrer que l'utopie peut être réalité dans les faits, mais aussi se persuader eux-même, ne serait-ce que pour avoir les idées plus claires en face des néophites et pouvoir mieux les étayer. Ce qui est très important pour ceux qui manquent de recul : classes moyennes citées par Pollmann, ouvrières mais aussi paysannes. Je citerai ce dernier pour sa conclusion :
"Des formes d'activités militantes plus effectives ne viendront probablement que d'une transformation des manières de travailler et de vivre" qui étaye la mienne : avant de vouloir changer le monde, et particulièrement les autres, il faut d'abord penser à se changer soi-même. Pour cela, je pense que cela n'est possible qu'en se coupant de la consommation dévorante et en se regroupant pour s'autosuffire.
Et si les militants politiques (particulièrement les Verts) sortent actuellement de la jungle politicienne, il ne faut pas se leurrer, c'est malheureusement grâce aux problèmes écologiques graves qui secouent la planète.
Yves JAMET
Ardèche.

SILENCE
"Ecologie, alternative et non-violence"
4 rue Bodin 69001 LYON
Tel: 78.39.55.33.

imprimé sur papier blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
Tel : 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946
N° ISSN 0756-2640
Date de parution : 4ème trimestre 1989
Tirage : 3000 ex

Directeur de publication et secrétaire de rédaction : **Michel Bernard** -Secrétaire-comptable : **Michel Jarru** - Trésorier : **Jacques Caclin** - Administrateurs : **Maloin, Jacques Adam** - Rédaction : **Ibrahim Carbonare, Georges David, Michel Delore, Christian Glasson, Perline, Hervé Prat, Jean-Luc Thierry, Francis Vergier, Dominique Zanda** - Dessinateurs : **Altho, Pierrick Sauzon** - Photographes : **Dominique Zanda, Dominique Gauthey, Ibrahim Carbonare** - Correctrice : **Thérèse Troivaux** - Maquettiste : **Hubert Pilsson**

Et également : Agir Ici, Barrillot Bruno, Benisty Daniel, Bulle Bleue, Buren Robert, CDRPC, Coppard Pierre, Fayard Jean, Garreau J.P., Glantzlen Jean-Marie, Hervo Didier, Jamet Yves, Kuhn Robert, Peace News , Persat Henri, Pignero Jean, Robin des bois, Saintes Jean, Skandrani Ginette, Tam-Tam, Van des Heijde Peter et Florence, VERSHAVE François-Xavier, Wise.

M. Li Peng attend qu'on oublie la Chine pour poursuivre la répression. Écrivez-lui.

為吶喊自由 我寫*

Signature :

Nom :



Sciez des barreaux avec des stylos. Amnesty International

* pour crier liberté, j'écris.

M. le premier Ministre,

Nous vous demandons instamment d'arrêter toutes les exécutions en cours et de commuer toutes les sentences de mort prononcées à l'encontre des personnes ayant participé aux récentes manifestations, de relâcher immédiatement toutes les personnes détenues pour avoir exercé pacifiquement leurs droits fondamentaux, de prendre l'engagement qu'aucun détenu ne sera torturé et que les procès se dérouleront devant un tribunal indépendant et impartial dans des conditions strictement conformes au droit international.



M. LI PENG ZONGLI
Premier Ministre
Guowuyuan
Beijingshi
REPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE.

Pour que le gouvernement chinois reçoive des milliers de protestations, vous devez simplement découper la carte selon le pointillé. Collez le recto et le verso ensemble. Ecrivez votre nom et signez au-dessus du stylo. Glissez la carte dans une enveloppe affranchie à 4,80 F, en mentionnant "par avion". Envoyez-la en Chine, à l'adresse indiquée sur la carte.

amnesty international.

4, RUE DE LA PIERRE-LEVÉE. 75011 PARIS. MINITEL 3615 CODE AMNESTY.